

On n'a pas tous les jours 20 ans

Nicole Lachapelle
Coordonnatrice du RGPAQ depuis 1990

Pas facile de faire un dossier sur le RGPAQ ! Par quel bout commencer ? On s'arrête sur un aspect et on se retrouve au milieu d'une tonne de documents, à la recherche de la date, du détail, de la fois où...

Étonnant ? Non. Le RGPAQ est un mouvement foisonnant, difficile à dépeindre, une mosaïque aux multiples facettes. Un mouvement dynamique, à l'image de ses membres, un mouvement qui a du cœur, comme ceux et celles qui viennent y chercher un coup de main dans leur démarche d'apprentissage, qui s'y engagent, qui y travaillent. Le RGPAQ est un carrefour de points de vue et de façons de faire qui donnent lieu à différents regards.

Nous avons voulu le dossier fidèle à cette réalité. C'est pourquoi il n'est pas d'une écriture unique. Plusieurs personnes qui font et qui ont fait le RGPAQ ont répondu à notre invitation et nous livrent leurs perceptions sur un ou des aspects de leur regroupement. Un vieux de la vieille nous parle de sa tumultueuse relation de couple, une autre du difficile et exigeant exercice de la démocratie. Les principes fondamentaux de notre approche y sont abordés, ainsi que des chapitres de notre histoire, pour mieux mesurer notre évolution. Vous y verrez même de vieilles photos de famille !

Bien sûr, tout n'a pas été couvert. Excusez à l'avance les trous, les oublis, les omissions : 20 ans, c'est long quand même ! Heureusement, le RGPAQ, tout au long de sa vie, a beaucoup écrit et souvent publié. Il est donc possible de s'en remettre à de fidèles témoins...

Vous avez en main le portrait du RGPAQ, tel que nous l'avons vu au moment où ce dossier a été conçu. Notre regroupement continuera de changer, d'avancer, mais vous pourrez peut-être, l'espace d'un court moment, en saisir l'essence...



Une longue histoire !

Gilles Landry, formateur à Lettres en main, avec la collaboration de Jeanne Francke, formatrice au même endroit

Le RGPAQ
vu par un de ses
groupes membres.
Autopsie d'une
relation entre adultes
consentants.

Lettres en main¹ et le Regroupement, c'est un peu comme une relation de couple. Nous y avons beaucoup investi : huit années au COCOA² et plusieurs années dans de multiples comités. Nous y avons vécu toutes sortes d'émotions : passion, amour, exaspération, haine. Il y a même eu des jours où nous avons pensé sérieusement au divorce. Mais, en définitive, nous sommes toujours restés fidèles. Ce spécial 20^e anniversaire, c'est un peu l'occasion pour nous de lever le voile sur cette longue relation... en conservant tout de même une certaine pudeur.

La rencontre

La première « véritable rencontre » entre Lettres en main et le Regroupement s'est faite le 22 avril 1983. Afin de bien en saisir le contexte, il faut rappeler qu'à cette époque, le ministère de l'Éducation avait décrété un moratoire sur le financement de tout nouveau groupe populaire en alphabétisation. Pendant ce temps, le Regroupement organisait à répétition des journées de concertation sur la création d'outils didactiques (trois jours en février, une journée en mars et deux en avril). Malgré nos demandes répétées d'accorder du temps au problème du financement, rien



*Nous n'avons
jamais vraiment été tentés
de divorcer. Aujourd'hui
même si nous formons un vieux
couple, nous sommes
toujours fidèles.*



ne bougeait. Aussi avons-nous décidé de créer l'événement. Nous sommes venus à l'assemblée d'avril en bloc (neuf personnes) et nous avons fait une déclaration publique qui remettait en question le rôle et les choix du Regroupement. Elle se terminait d'ailleurs par un certain nombre de questions qui nous semblaient fondamentales :

1. À quoi le Regroupement devrait-il servir ? Doit-il devenir un pourvoyeur de services ou doit-il servir d'agent mobilisateur qui favorise des actions concertées des groupes lorsque des situations d'urgence se présentent ?
2. De quoi traiterons-nous en assemblée générale si nous n'avons jamais eu de discussions collectives sur des sujets aussi brûlants que celui du financement ?

Une longue relation

Même si cette déclaration a eu l'effet d'un pavé dans la mare à l'époque, elle a tout de même marqué le début d'une longue relation qui dure encore entre Lettres en main et le Regroupement. D'ailleurs, le jour même, les groupes présents ont mis sur pied le Comité financement, premier comité à caractère politique du Regroupement.

Évidemment, par la suite, comme dans toute relation qui se respecte, les discours se sont affinés et les moyens d'action sont devenus plus subtils. Par contre, les principes de base qui nous ont persuadés de poursuivre cette union sont toujours restés les mêmes :

- Il faut accorder une priorité à la dimension politique du Regroupement, qui doit être un outil de revendication pour l'ensemble des groupes.

- Il faut que le Regroupement travaille à la reconnaissance (et toute reconnaissance passe d'abord et avant tout par le financement) de l'alphabétisation populaire et des groupes qui la façonnent quotidiennement.
- Il faut que l'autonomie des groupes soit toujours au premier plan de toutes les actions et réflexions du Regroupement.
- Il faut qu'au Regroupement nous puissions, en tant qu'individus et en tant que groupes, garder et promouvoir notre intégrité et notre vision idéologique.

Si ces principes peuvent sembler évidents, ils n'ont pas toujours été faciles à défendre, même de notre part. Les exigences du travail quotidien, le manque de temps et d'énergie, les problèmes d'argent,

*Le Regroupement
a permis à Lettres en main
d'accroître son impact
politique et social et de devenir
un véritable acteur
de changement.*

voilà autant de facteurs qui ont souvent contribué à nous éloigner de l'essentiel. Dans ces moments-là, comme dans toute relation qui se respecte, nous sommes devenus négligents et nous avons oublié de travailler notre couple.

De son côté, le Regroupement peut être volage ; il a beaucoup de partenaires à combler. Il lui arrive d'avoir des fréquentations qui ne partagent pas toujours nos principes ou qui leur donnent des contenus différents. Aussi, de temps à autre, nous sommes-nous éloignés, question de retrouver notre calme intérieur.

Toutefois, malgré toutes les tentations d'envoyer l'autre se faire voir ou d'aller voir ailleurs, nous n'avons jamais vraiment été tentés de divorcer. Aujourd'hui, même si nous formons un vieux couple, nous sommes toujours fidèles.

Ce qui nous a moins plu dans cette relation

Même les unions les plus parfaites ne sont pas à l'abri des irritants. S'ils ne sont pas toujours de nature à briser la relation, ces irritants peuvent tout de même laisser un goût amer.

Dans un premier temps, nous avons toujours trouvé que les conditions liées à l'adhésion des membres étaient trop lâches. Sous prétexte de représenter le plus de groupes possible et peut-être d'avoir une certaine légitimité, le Regroupement a eu quelquefois tendance à accepter dans ses rangs des groupes dont les assises idéologiques n'étaient pas toujours stables (et c'est un euphémisme). Par exemple, lors du dernier congrès d'orientation, après deux jours de débats, une personne d'un « groupe populaire d'alphabétisation » membre du Regroupement s'est crue justifiée de dire qu'au fond les groupes populaires et les commissions scolaires faisaient exactement le même travail. Dans ces conditions, on comprend que la mobilisation des membres ne soit pas toujours acquise.

De la même façon, nous avons toujours dénoncé le côté « étapiste négociateur » qui a ré-

gulièrement fait surface au Regroupement. Pour toutes sortes de raisons (fatigue, désabusement, besoin de reconnaissance, plaisir de côtoyer le pouvoir), on s'engage facilement dans des stratégies à long terme où l'on se donne l'impression de négocier, souvent dans des comités consultatifs sans réel pouvoir. Nous en venons à nous interroger sur le rôle du Regroupement qui, selon nous, doit d'abord et avant tout en être un de revendication.

Dans un même ordre d'idées, nous déplorons la difficulté du Regroupement à établir un rapport de forces avec le gouvernement (sans lequel les négociations du point précédent n'ont aucun sens). Le Regroupement met souvent de l'avant de petites actions en mettant de côté toutes les propositions d'actions plus subversives qui pourraient avoir un impact majeur (retenue des déductions à la source par l'ensemble des groupes, grève générale de l'alphabétisation populaire).

Par ailleurs, le respect de l'autonomie et de l'intégrité des groupes a souvent été menacé au Regroupement. Il ne se passe pas une année sans qu'on voie apparaître des stratégies qui portent atteinte à ce principe. La dernière en date visait à définir l'alphabétisation populaire en fonction des grilles du ministère

au lieu des nôtres. Heureusement, elle a été battue en assemblée générale. On doit sans cesse être vigilant, particulièrement quand il y a du financement en vue. Il devient alors facile d'oublier ses principes. Il suffit de se rappeler que, à la fin des années 80, l'assemblée générale a sérieusement jonglé avec l'idée de faire financer l'ensemble des activités de formation des groupes à même l'enveloppe des heures-cours réservée aux commissions scolaires, même si les contraintes de ce programme (temps de formation limité, quotas dans les ateliers, taux horaire, etc.) étaient en contradiction avec les principes de l'alphabétisation populaire (autonomie sur les plans politique et financier). Il a fallu des débats houleux pour que ce projet soit rejeté.

Ce qui nous a plu dans cette relation

Si nous avons continué à fréquenter le Regroupement pendant toutes ces années, c'est avant tout parce que nous y trouvons notre compte.

Tout d'abord, cette relation nous a permis d'être au premier plan de ce qui se passe en alphabétisation populaire au Québec. Ainsi, de concert avec d'autres groupes, nous avons pu faire avancer des dossiers auxquels nous tenions particulièrement. Par exemple, les deux congrès d'orientation, la levée des différents moratoires, l'augmentation du financement, le programme distinct et la révision des conditions d'adhésion. En fait, le Re-

groupement a permis à Lettres en main d'accroître son impact politique et social et de devenir un véritable acteur de changement.

De plus, nous avons grandement apprécié le fait de participer à un mouvement qui s'est acquis une reconnaissance et une crédibilité grandissantes, sur la scène tant nationale qu'internationale. En effet, le Regroupement est invité à envoyer des représentants et représentantes partout où l'on parle d'alphabétisation, que ce soit en France, en Belgique, en Yougoslavie, en Thaïlande ou à Anjou. Que de chemin parcouru depuis l'époque où il occupait un petit bureau dans le fond du local du Tour de lire, le groupe d'alphabétisation populaire du quartier Hochelaga-Maisonneuve !

Nous avons également apprécié le fait que le Regroupement ait réussi avec le temps, particulièrement depuis la fin de l'Année internationale de l'alphabétisation, à concilier les dossiers pédagogie et politique. En effet, pendant des années, ces deux volets essentiels étaient constamment opposés. Le fait d'avoir subordonné le premier au second a même procuré une cohérence accrue au Regroupement, qui peut ainsi donner plus de substance à ses revendications. Plusieurs documents, dont l'excellent *Passeport pour l'alphapop* et la revue *Le Monde alphabétique*, sont là pour le prouver.

Finalement, nous applaudissons le Comité des participantes et des participants qui, pour

la première fois depuis des années, semble s'être donné des bases solides. Il faut particulièrement souligner son apport au Comité défense des droits. En effet, à Lettres en main, nous avons toujours cru que ce n'est pas uniquement par l'enseignement de la lecture et de l'écriture qu'on défend les droits des personnes analphabètes. Les gens ont le droit d'être de vrais citoyens même s'ils ne maîtrisent pas le code écrit. Ils doivent avoir accès aux mêmes services, aux mêmes droits, donc à la même démocratie.

En conclusion

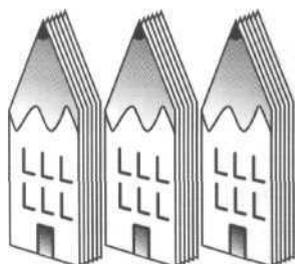
Comme toute relation, celle de Lettres en main et du Regroupement a connu des hauts et des bas. Toutefois, quand nous évaluons le chemin parcouru, nous nous rendons compte que, en ce qui nous concerne, cette union a été bénéfique et que si c'était à refaire, nous laisserions de nouveau parler nos pulsions.

1. Lettres en main est un groupe populaire d'alphabétisation qui intervient dans le quartier Rosemont à Montréal depuis 1982.

2. Comité de coordination du Regroupement (et «A» pour *alphabétisation*), composé de neuf représentants et représentantes des groupes membres ainsi que de la coordonnatrice du RGPAQ. Élus par l'assemblée générale annuelle pour un mandat de deux ans, les membres ne défendent pas les intérêts de leur groupe, mais ceux de l'ensemble des groupes membres.

Création collective

Solange Tougas, coordonnatrice à Déclic



Engagement,
partage du
pouvoir et
démocratie.
Le Regroupement
s'est construit
sur les valeurs
propres à
l'alphabétisation
populaire. Mieux,
il en est le
reflet.

Vers la fin des années 70, des adultes de divers groupes communautaires entreprennent une démarche d'alphabétisation dans leur quartier, leur village. Même si les commissions scolaires font déjà de l'alphabétisation, les milieux veulent se prendre en main et se donner des moyens véritablement respectueux des besoins, des compétences et des

intérêts des gens. L'alphabétisation populaire fait son apparition : on explore de nouvelles façons d'apprendre, de partager le savoir, d'acquérir et de mettre à profit des connaissances par l'élément fondamental qu'est le groupe communautaire.

En 1981, quelques groupes de la région de Montréal, de Lanaudière et de l'Estrie¹ déci-

Déclaration de principes du Regroupement

LES ORIENTATIONS DU RGPAQ

Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec voit à la promotion, à la défense et au développement de l'alphabétisation populaire, des groupes populaires d'alphabétisation ainsi qu'à la défense des droits des personnes analphabètes.

Ces orientations découlent des définitions d'alphabétisation populaire et de groupe populaire d'alphabétisation que nous avons adoptées collectivement et se fondent sur :

1- Des bases idéologiques

- A. Nous croyons que les groupes populaires d'alphabétisation, de par leur spécificité, tiennent mieux compte des besoins et attentes des personnes analphabètes et y apportent des réponses qui se veulent plus adaptées.
- B. L'analphabétisme est souvent présenté comme un problème individuel alors qu'il s'agit d'un problème social.
- C. Nous croyons que le droit à l'alphabétisation et l'accessibilité réelle aux programmes d'alphabétisation ne sont pas vraiment reconnus.

2- Des bases politiques

- A. Nous sommes conscients que, pour se développer, l'alphabétisation populaire et les groupes populaires d'alphabétisation ont besoin d'une reconnaissance politique et sociale.

- B. Nous pensons qu'un regroupement de groupes de même nature permet de mieux définir des stratégies communes et représente une force collective nécessaire pour atteindre nos objectifs.
- C. Nous devons nous assurer du respect de notre spécificité et de notre autonomie politique, pédagogique et administrative.
- D. Nous devons revendiquer notre reconnaissance effective par le biais d'un financement adéquat et statutaire.
- E. Nous devons revendiquer le développement des groupes existants, la mise sur pied de nouveaux groupes ainsi que l'obtention de meilleures conditions de travail pour les animateurs et animatrices des groupes.
- F. Nous devons sensibiliser la population au problème de l'analphabétisme et faire connaître et reconnaître le niveau de langage, les valeurs, la culture et les référents des milieux populaires.
- G. Nous devons faire reconnaître les droits des personnes analphabètes, dont le droit de choisir leurs lieux de formation.

L'ALPHABÉTISATION POPULAIRE

L'alphabétisation populaire est pour nous une approche polyvalente en éducation populaire autonome dont la spécificité se trouve dans :

dent de mettre leurs efforts en commun car ils ont un immense besoin de partager leurs réflexions et leurs questionnements, d'analyser leur expérience et de mieux cerner leurs particularités en tant que groupe d'éducation populaire. Ils veulent un lieu pour discuter de leurs pratiques. Ils veulent un

outil pour faire connaître leur approche et pour revendiquer une place dans le monde de l'éducation : cet outil se nommera le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec.

Le RGPAQ devra faciliter la communication entre *les* groupes, faire circuler de l'informa-

tion partout au Québec et surtout mettre la pédagogie au cœur des discussions. Il aidera les groupes à promouvoir l'alphabétisation populaire, à faire reconnaître leur spécificité, et à obtenir du ministère de l'Éducation des ressources financières adéquates.

des groupes populaires en alphabétisation du Québec

1- Sa dimension pédagogique

- A. L'alphabétisation populaire favorise la maîtrise des outils essentiels que sont la lecture, l'écriture et le calcul. Elle vise l'acquisition de connaissances générales : fonctionnelles, politiques, sociales et personnelles. Elle fait de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture un outil d'expression sociale, de prise de parole, de pouvoir sur son milieu et son environnement, un moyen d'acquiescer la confiance en soi et de s'approprier le langage écrit.
- B. L'alphabétisation populaire est une approche collective à l'intérieur de laquelle l'individu est intégré à une démarche de groupe, ce qui permet d'acquiescer un sentiment d'appartenance, de réaliser des projets et d'avancer des revendications.
- C. L'alphabétisation populaire se caractérise par la place qu'occupent les participants et participantes à l'intérieur des groupes. Elle se développe par ceux et celles qui sont impliqués dans le groupe, soit les animateurs et animatrices ainsi que les participants et participantes.
- D. L'alphabétisation populaire est en lien avec le milieu de vie. Les horaires, les activités et la vie du groupe sont pensés et conçus en fonction des besoins des participants et participantes.

2- Sa dimension politique

- A. L'alphabétisation populaire vise l'ensemble de la population et vise principalement les milieux qui ne contrôlent pas ou peu leurs conditions de vie.
- B. L'alphabétisation populaire tend à faire connaître et reconnaître le niveau de langage, la culture et les valeurs des milieux populaires.
- C. L'alphabétisation populaire favorise une prise de conscience et une connaissance critique du vécu des participants et participantes des groupes ainsi que des différentes réalités de la société. Elle favorise chez les participants et participantes, animateurs et animatrices le développement d'une conscience sociale et politique en renforçant des capacités d'analyse critique, de choix d'actions et d'évaluation.
- O. L'alphabétisation populaire suscite une prise en charge collective du milieu afin d'améliorer les conditions de vie de la population et vise donc, à court, moyen et long terme, la gestion par les participants et participantes de leur espace social, culturel, politique et économique.

3- Son implication sociale

- A. L'alphabétisation populaire se préoccupe de la sensibilisation constante du milieu ainsi que de la promotion des droits des personnes analphabètes.

- B. L'alphabétisation populaire implique l'établissement, dans nos milieux, des alliances les plus importantes pour répondre aux besoins des personnes analphabètes afin que ces besoins soient intégrés dans un discours plus large sur les personnes défavorisées socialement.

UN GROUPE POPULAIRE D'ALPHABÉTISATION

Un groupe populaire d'alphabétisation est un groupe dont les membres, de par leur orientation, se donnent pour objectif de faire de l'alphabétisation populaire.

- 1- Un groupe populaire d'alphabétisation est autonome sur les plans politique, pédagogique et administratif.
- 2- Un groupe populaire d'alphabétisation est accessible et implanté dans le milieu.
- 3- Un groupe populaire d'alphabétisation a une structure démocratique qui favorise la participation des animateurs et animatrices ainsi que des participants et participantes.
- 4- Un groupe populaire d'alphabétisation mène une réflexion globale sur le lien entre l'analphabétisme et les conditions socio-économiques des personnes analphabètes.
- 5- Un groupe populaire d'alphabétisation élabore des revendications liées à la reconnaissance des groupes populaires et aux droits des personnes analphabètes.

La création d'un mouvement

Le jeune regroupement a beaucoup de pain sur la planche. Non seulement doit-il répondre aux multiples besoins, mais il doit aussi assurer sa propre existence. Et pour que la participation des groupes devienne l'une de ses plus grandes richesses, des mécanismes et des ressources doivent être mis en place sans tarder.

Créer des liens *entre* les groupes est une priorité : on veut mieux se connaître les uns les autres, et partager son expertise. Ces discussions sont essentielles à la construction du Regroupement, car ce n'est qu'à partir de questionnements et d'analyses communes qu'il pourra reposer sur du solide, sur des éléments rassembleurs.

L'« identité » du Regroupement se construit aussi par le partage de certaines valeurs de l'alphabétisation populaire comme l'importance du groupe, la nécessité d'avoir des « lieux démocratiques » et l'engagement dans le milieu. Petit à petit, le RGPAQ détermine un mode de fonctionnement en accord avec l'approche privilégiée par ses groupes membres.

Beaucoup d'efforts seront nécessaires pour que se tissent des liens solides entre les groupes, car leurs réalités diffèrent énormément. Par exemple, la vie en milieu rural et celle en milieu urbain n'ont souvent pas grand-chose en commun. On doit composer avec les différences et miser avant tout sur ce qui rassemble. Au fil des années, les groupes prendront leur place, et toute cette diversité se reflétera dans l'ensemble des actions.

Vivre la démocratie

Le Regroupement a donc été façonné par ses membres et son équipe qui, quotidiennement, a vu à son évolution. Il n'a cessé de s'appuyer sur des principes démocratiques, ceux-là mêmes qu'on applique dans les groupes. La démocratie a pris diverses formes et a guidé l'ensemble de ses interventions.

La démocratie, c'est d'abord *bien informer, bien s'informer*. L'information, c'est le pouvoir, diront certaines personnes, et elles ont raison. Pour se forger une opinion, bien analyser une situation, prendre une décision éclairée, il est essentiel d'avoir toutes les données. Rendre l'information accessible ne veut pas dire enlever les éléments trop complexes ou présenter une partie seulement de la matière. L'accessibilité, valeur importante de notre approche en alphabétisation populaire, consiste à présenter l'information en ter-

*Le Regroupement
a été façonné par
ses membres
et son équipe qui,
quotidiennement
a vu à son évolution.
Il n'a cessé de
s'appuyer sur des
principes
démocratiques,
ceux-là mêmes
qu'on applique
dans les groupes.*

mes clairs, par une démarche facilitant son appropriation, afin qu'elle soit utilisée à bon escient par les adultes en formation, les équipes de travail et les conseils d'administration.

Il faut ensuite prendre le temps de *bien comprendre l'information*, de l'analyser sous divers angles afin d'aller plus loin, tant dans nos réflexions que dans nos actions. L'une de nos premières responsabilités à titre de membres du Regroupement a d'ailleurs été de bien cerner l'information afin de prendre des décisions respectueuses de *l'ensemble* des groupes.

La démocratie, c'est également *avoir des lieux, se donner des lieux où discuter de ses idées et en débattre*, car ce n'est que par ce processus que les idées évoluent. Les groupes ont investi ces lieux et s'y sont engagés afin que se concrétise la force de la collectivité. Cela est inévitablement passé par l'exercice du pouvoir, qui donne lieu à des prises de position et à l'affirmation de principes incontournables. Tous les groupes ont eu le pouvoir de faire évoluer le RGPAQ, en participant à des comités de travail, au conseil d'administration, à des rencontres thématiques. Tout au long des années, la démocratie s'est exercée dans un grand nombre d'événements.

Par exemple, dès 1982, des assemblées de concertation ont lieu sur les thèmes suivants : Qu'est-ce qu'une personne alphabète ? Quels sont ses besoins et ses attentes ? Comment faire le lien entre le contenu des apprentissages et la réalité vécue par ces personnes ? Quelles sont les méthodes utilisées dans les

ateliers ? Ces rencontres ont permis d'en savoir plus sur le quotidien des groupes et de parler des difficultés liées à l'application des principes d'alphabétisation et d'éducation populaire.

Lors des assemblées générales, les groupes décident des moyens à prendre pour que le mouvement soit reconnu à sa juste valeur. Plusieurs débats y prennent place : rappelons-nous les discussions sur les ententes heures-cours entre groupes et commissions scolaires et, plus récemment, les nombreux échanges concernant la définition d'un groupe populaire en alphabétisation. De bons exemples qui prouvent que la démocratie n'est pas synonyme de facilité, car c'est par des débats ardues où s'affrontent des positions divergentes que l'on arrive à une position plus rassembleuse.

En 1986, un premier congrès d'orientation a lieu. Après plusieurs années de pratiques et d'application de diverses approches, nous décidons de partager nos expériences afin d'en dégager des principes communs. À la suite d'intenses discussions, un consensus s'établit sur des valeurs importantes liées à l'éducation populaire, et nous nous donnons collectivement une déclaration de principes, base commune sur laquelle s'appuieront dorénavant les interventions des groupes. Notre souci de démocratie se reflète dans l'énoncé même de certains principes, où l'on affirme que l'apprentissage de la lecture et de l'écriture est un outil d'expression sociale, de prise de parole, de pouvoir sur son milieu et sur son environnement.

En 1999, à l'approche de ses 20 ans, maturité oblige, le Regroupement amorce une démarche avec tous les groupes pour réviser, de fond en comble, son fonctionnement et évaluer les divers lieux démocratiques qu'il s'est donnés. Cet exercice très exigeant, tant sur le plan de la préparation que de la réalisation, permet aux groupes de réaffirmer les valeurs propres au mouvement d'alphabétisation populaire et de mieux définir la place des diverses instances du Regroupement, en ce qui a trait à leurs rôles et à leurs responsabilités.

Aujourd'hui, en 2001, avec ses 75 groupes membres, le Regroupement sait qu'il doit rester près de sa base s'il veut continuer à bien remplir son rôle, à la fois sur le plan politique et sur le plan pédagogique. Il doit conserver ses acquis et se donner de nouveaux moyens pour que l'expertise des groupes continue à guider ses réflexions et ses actions.

Une œuvre importante que l'on doit conserver

La démocratie au Regroupement demeure très importante, même après 20 ans d'existence. Nous n'avons qu'à évoquer le haut taux de participation des groupes membres et les multiples moyens mis en place pour faciliter leur engagement (comités et COCOA² notamment).

Ces 20 années remplies de créativité et de travail acharné nous ont permis de nous mettre de l'avant et de nous inscrire clairement dans l'univers québécois de l'éducation. Il faut donc veiller à tout conserver.

Ces 20 années remplies de créativité et de travail acharné nous ont permis de nous mettre de l'avant et de nous inscrire clairement dans l'univers québécois de l'éducation.

Les prochaines années peuvent altérer notre force. De plus en plus, les groupes d'alphabétisation sont appelés à travailler à diverses tables de concertation. Les instances régionales prennent du pouvoir et deviennent des lieux où il importe d'investir temps et énergie. Nous devons, en tant que regroupement provincial, composer avec ces nouvelles réalités et améliorer sans cesse nos façons de faire afin que la place des groupes demeure toujours importante.

Les groupes, eux, devront réviser leur fonctionnement en vue de poursuivre collectivement le travail, pour que le mouvement continue de leur ressembler et suscite toujours leur intérêt à se rassembler.

Le Regroupement n'est pas une œuvre achevée mais une création collective en mouvement, qui s'inscrit dans l'histoire et le devenir du monde de l'éducation.

1. Voir la liste des groupes fondateurs du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec à la page 83.

2. Comité de coordination du Regroupement (et «A» pour *alphabétisation*), composé de neuf représentants et représentantes des groupes membres ainsi que de la coordonnatrice du RGPAQ. Élus par l'assemblée générale annuelle pour un mandat de deux ans, les membres ne défendent pas les intérêts de leur groupe, mais ceux de l'ensemble des groupes membres.

Jusqu'où iront les participantes et les participants de nos groupes ?

Lucie St-Germain, responsable du dossier
Défense des droits et du Comité des
participantes et des participants au RGPAQ

Peu à peu, ils et elles se
sont emparés de la
parole et donné
le droit d'agir.

« Ce n'est pas parce
qu'on a de la misère à lire
et à écrire qu'on n'est pas intelligent
et qu'on ne sait pas penser. »

Louise Whitmore, Comité des participantes
et des participants du RGPAQ

Introduction

« Eh oui ! ce n'est pas parce qu'on ne sait pas lire et écrire qu'on n'est pas intelligent et qu'on ne sait pas penser. » J'ai entendu cette phrase plusieurs fois depuis que je suis responsable du Comité des participantes et des participants du RGPAQ. Et je suis en mesure de dire que c'est vrai. Quand on donne la parole à des gens à qui on n'a jamais permis de s'exprimer, à qui on n'a jamais fait confiance, on se rend compte, si on les écoute, qu'ils pensent et qu'ils ont des avis aussi valables que les nôtres. Pourquoi n'auraient-ils pas d'opinions sur leurs conditions de vie, sur leur condition de personnes ayant des difficultés à lire et à écrire, sur la défense de leurs droits ?

Le RGPAQ accorde de plus en plus de place aux participantes et aux participants dans sa structure, et cela ne se fait pas sans créer quelques remous. Certaines et certains sont d'accord et trouvent qu'il était temps que cela se fasse ; pour d'autres, cela devrait plutôt se produire dans les groupes, car nous sommes un regroupement de groupes et non un regroupement de personnes.

Dans le présent article, je veux démontrer qu'il y a eu une évolution constante de la place occupée par les participantes et les participants dans l'histoire du RGPAQ, et que lorsqu'on leur en donne la possibilité, ces femmes et ces hommes savent très bien s'exprimer, ce qui ne peut être que bénéfique au mouvement.



Écrire pour la première fois

Dès ses débuts, en 1981, le RGPAQ insère dans son *Bulletin d'information* un supplément d'une douzaine de pages intitulé *Ecrire pour la première fois*. Plus tard, on mettra sur pied un comité journal dans lequel s'investiront quelques personnes participantes. Les articles sont écrits par et pour les participantes et les participants des groupes membres. En 1985, le RGPAQ, n'ayant plus d'argent pour financer le journal, cesse de le produire. Les membres du comité sont très déçus et demandent aux participantes et aux participants des groupes de s'exprimer sur la place qu'elles et qu'ils devraient prendre au sein du RGPAQ.

Une grande rencontre

Toujours en 1985, le RGPAQ organise un colloque de 2 jours (la Grande Rencontre) qui réunit 400 personnes (participantes et animatrices). Plusieurs participantes et participants collaborent au processus d'organisation, qui dure plus d'un an. Malgré un succès sans précédent, on ne voudra plus répéter un événement de cette envergure, tout le monde étant à bout de souffle.

La Grande Rencontre était un trop gros morceau pour les capacités du RGPAQ : on a vraiment voulu amener les participantes et les participants à prendre part à tout le processus d'organisation. Beaucoup de personnes se sont épuisées dans cette aventure, avec pour conséquence que les responsables n'avaient plus l'énergie nécessaire pour continuer leur travail auprès des participantes et des participants dans la structure même du RGPAQ.

À la suite de la Grande Rencontre et lors du congrès du RGPAQ de mars 1986, les participantes et les participants exigeront que le Regroupement tienne compte de leurs difficultés et de leur niveau d'apprentissage dans la production des textes qu'il fait parvenir aux groupes membres et qu'il utilise un langage accessible.

L'Année internationale de l'alphabétisation

En 1990, à l'occasion de l'Année internationale de l'alphabétisation, autre moment fort de leur engagement, les participantes et les participants deviennent des personnes-ressources dans le cadre de l'organisation du forum Une société sans barrière, où l'on discutera des droits des personnes analphabètes.

D'autre part, ils et elles sont plus de 500 à rédiger des textes à l'occasion de l'événement Le Voyage du livre. Dans chaque région, des activités sont organisées (pièces de théâtre, soirées dansantes, accueil à l'hôtel de ville, etc.) pour marquer l'arrivée d'un grand livre où chacun, chacune peut écrire quelques mots.

Des porte-parole

En 1992, lors d'un congrès d'orientation où l'on s'interroge sur les critères d'admission des membres, il est décidé que, pour devenir et rester membres, « les groupes devront développer et maintenir des structures de gestion participative et démocratique (adaptées aux réalités et aux besoins des participantes et des participants) en créant des lieux de partage du pouvoir ». Il est également décidé « que le RGPAQ soit conséquent avec son discours sur la place des participantes et des

participants en créant des lieux de partage du pouvoir, en rendant le fonctionnement et l'information plus accessibles ».

À la suite du congrès, on demande aux groupes membres de nommer des porte-parole pour représenter les participantes et les participants de leur groupe. Un total de 25 groupes membres sur 40 feront la démarche.

En 1993, le RGPAQ organise des rencontres régionales afin de sensibiliser les participantes et les participants à la lutte politique pour l'obtention d'un meilleur financement des groupes d'alphabétisation populaire. À Montréal, une centaine de personnes sont présentes. On profite de ces rencontres pour présenter les porte-parole et leur demander de donner les raisons de leur engagement. Avec fierté, elles et ils avouent souhaiter jouer un rôle actif dans la lutte politique.

À l'assemblée générale de 1994, il est décidé « d'enrichir et d'appuyer les actions du Comité de stratégie en voyant à faciliter l'implication des participantes et des participants ».

C'est ce qui est fait en 1994 et en 1995. Dans son bilan annuel, le RGPAQ souligne que le travail avec les porte-parole a été très satisfaisant et a donné de très bons résultats. Même si, lors de certaines rencontres avec des « officiels », les participantes et les participants ont eu de la difficulté à prendre leur place, ils ont su se réajuster.

Les porte-parole sont également présents à l'assemblée générale de février 1995. Monsieur Garon, ministre de l'Éducation d'alors, est venu annoncer une augmentation

de l'enveloppe budgétaire. Dans toute cette lutte menée pour un meilleur financement, les porte-parole ont été présents et se sont exprimés devant le ministre. C'est en grande partie à eux qu'on doit les gains obtenus. Elles et ils ont su sensibiliser monsieur Garon à la cause des personnes analphabètes et à l'importance des groupes d'alphabétisation populaire.

La Fête de solidarité

Pour souligner le succès des revendications, on prévoit tenir une grande fête de solidarité en mai, à Québec. Le RGPAQ met sur pied un comité d'organisation de la Fête de solidarité en mai, auquel se joignent plusieurs porte-parole. La fête, qui regroupe plus de 300 participantes et participants, soulève beaucoup d'enthousiasme.

Un comité ad hoc

Les participantes et les participants prennent de plus en plus de place au sein du Regroupement. Et après la Fête de solidarité, cela se manifeste de façons différentes. À l'assemblée générale de 1995, il est décidé de mettre en œuvre des moyens pour favoriser leur participation aux activités du Regroupement. Un comité ad hoc de participantes et de participants est donc formé pour élaborer une proposition à soumettre à la prochaine assemblée. En juin 1996, le comité suggère de créer un comité permanent de participantes et de participants. La proposition est refusée par l'assemblée, qui accepte toutefois que le comité ad hoc poursuive son travail et se penche sur une proposition de structure de fonctionnement au RGPAQ.

Le Comité des participantes et des participants du RGPAQ

Finalement, en 1997, le Comité des participantes et des participants du RGPAQ voit le jour. Par un processus des plus démocratiques, on organise des élections. Seize participantes et participants se présentent, dix sont élus. Les membres du Comité sont présents à l'assemblée générale de 1997, en plus des 25 représentantes et représentants des groupes.

Pour la première fois au RGPAQ, des participantes et des participants font partie de la structure officielle. Le Comité devient un comité permanent au même titre que les autres, même si son budget de fonctionnement est minime. C'est un début.

Le rôle du Comité

La première année, les membres participent à trois rencontres de deux jours pour se connaître et connaître le RGPAQ à partir des différents dossiers. De plus, ils apprennent à devenir des porte-parole à l'échelle provinciale. Dans l'ensemble, ils sont satisfaits de leur participation, mais aimeraient avoir plus de responsabilités et, surtout, participer à des actions concrètes. Ils demandent donc plus de rencontres et un projet qu'ils pourront mener jusqu'au bout, malgré un très petit budget. On arrête alors la publication du bulletin des participantes et participants, *Mon journal*, pour pouvoir engager une personne une journée par semaine pour le Comité.

Lors de la deuxième année d'existence du Comité, le RGPAQ présente un projet IFPCA (Initiatives fédérales-

provinciales conjointes en matière d'alphabétisation), qui sera accepté. L'un des objectifs est de définir les orientations de ce que pourrait être la défense des droits au RGPAQ. Les membres du Comité des participantes et des participants, en collaboration avec les membres du Comité défense des droits, organisent alors une tournée dans quelques groupes afin de connaître les obstacles et les problèmes

AGIR POUR COMPRENDRE

Propos recueillis par
Lucie St-Germain

René Paradis fréquente le groupe Atout-Lire de Québec. Analphabète il y a sept ans, il suit maintenant des ateliers de niveau avancé.

Il est membre du Comité des participants et des participantes du RGPAQ depuis trois ans. Il partage avec nous ses réflexions sur le sens du travail qu'il accomplit au Regroupement.

Pourquoi avez-vous décidé de faire partie du Comité des participantes et participantes du RGPAQ ?

Je voulais aller dans les groupes voir ce qui s'y passait. Je me suis dit : « Je vais me présenter ; si je rentre, je vais être content. » J'ai été élu. Après on est monté à Montréal pour faire une première réunion. Sur le coup, c'est gênant parce qu'on sait pas comment ça marche tout ça.

Pourquoi ça vous intéressait tant ?

Je voulais aider d'autres participants. Essayer de donner des nouvelles de ce qui se passe. Comment ça marche d'autres groupes. Et rendre compte de ça.

que rencontrent les personnes ayant des difficultés à lire et à écrire. Les membres du Comité veulent représenter toutes les personnes participantes des groupes membres. Ils et elles sont déçus que *Mon journal* n'existe plus, car c'était un bon moyen d'informer les groupes de leur travail, mais ils ne se laissent pas décourager et trouvent une solution qui ne coûte pas trop cher au

RGPAQ : ils décident d'insérer quelques feuilles *Info participantes et participants* dans le bulletin mensuel du RGPAQ, *Le Scoop*. Grâce à cette information, les participantes et les participants des groupes pourront suivre le travail du Comité. Certains tiendront même des discussions sur les droits des personnes analphabètes et nous enverront l'essentiel des propos.

Avec le temps, les membres du Comité finissent par trouver que 10 personnes, c'est trop, que cela coûte cher et que ça empêche de se réunir plus souvent. Ils suggèrent donc au COCOA¹ que le Comité comprenne seulement six membres à l'avenir, comme les autres comités. Ils demandent également que quatre anciennes et anciens membres reviennent pour assurer la continuité.

Vous en êtes à votre troisième année au Comité, puisque vous avez été élu(e) une deuxième fois... Qu'avez-vous tiré de cette expérience ?

J'ai appris beaucoup. On commence à connaître tous les groupes de participants. On aime aller parler avec les autres, savoir comment ça marche leurs affaires. On donne des résultats à d'autres groupes.

Avant, je ne savais pas trop ce que je faisais là, maintenant je suis à mon aise et je peux parler pour d'autres participants. Je peux aller plus loin qu'avant.

Je suis aussi plus capable de foncer qu'avant. Quand je vois un groupe, je vais jaser avec les autres, discuter des affaires qu'on pourrait arrêter. Ça trouble un chemin. Dernièrement, je suis aussi allé dans les écoles, voir des jeunes et conter mon histoire. C'est comme si j'avais toujours fait ça.

Qu'est-ce que vous pensez du Comité ? De la manière dont il fonctionne ?

Il fonctionne beaucoup mieux qu'il y a deux ans. À ce moment-là, on était 10 participants et plusieurs trouvaient que c'était beaucoup. Là on est six. On peut dire notre petit point plus vite et penser mieux, avoir plus de réunions. Avant on n'en avait pas beaucoup, on se voyait

à peu près quatre-cinq fois dans un an, on n'avait pas le temps de se virer de bord. On aime ça maintenant parce qu'on se voit plus souvent, on est capable d'aller voir d'autres groupes, de discuter et d'essayer de trouver des solutions.

À Atout-Lire, vous faites partie du C.A., du Comité maison et du club social. Pensez-vous que les groupes devraient permettre à leurs participants et participantes de s'investir autant ?

J'aimerais que tous les participants aient la chance de parler dans des comités, qu'ils aillent en voir d'autres pour parler avec eux. C'est intéressant car tu apprends, tu sers à quelque chose.

Selon vous, comment les participants et les participantes sont-ils perçus dans les assemblées générales ? Il y a eu une évolution depuis que vous y allez. Qu'est-ce que les gens, les formatrices, les formateurs pensent de vous ?

Je pense qu'ils me mettent égal avec les autres. Si on a de quoi à dire, on est capable de le dire. On est là pareil comme si on était des maîtresses. On est libre de dire ce qu'on veut, de défendre notre point. Ça, c'est vraiment intéressant !

Dans l'idéal, quelle place le Regroupement devrait-il donner aux participants et participantes ? Jusqu'où ceux-ci devraient-ils aller ?

En tant que participant je me sens bien. Je ne peux pas demander mieux. On arrive ici, on est bien reçu. On fait notre travail, tout le monde a droit de dire sa parole. Demander mieux que ça, je pense que c'est impossible.

Mais j'aimerais ça que les participants du Comité disent : « On prend un dossier et on peut le rendre au bout. » Par exemple, d'autres participants dans des groupes, s'ils ont besoin de quelque chose, d'être défendus, ils pourraient passer directement par nous autres, nous le demander. Nous, les membres du Comité, on pourrait s'assembler...

Il faudrait que le Comité des participants et des participantes soit plus autonome ?

Oui. On pourrait monter notre dossier et le donner ensuite au COCOA pour qu'il l'étudie et dise si c'est bon ou pas bon. On serait capable de monter un dossier puis de l'envoyer au COCOA pour qu'il l'arrange.

Dans les premiers temps, on ne comprenait pas ce qu'on faisait ici. On se sentait inutile. C'est pas facile de regarder les autres travailler. Maintenant, on a quelque chose à faire. On vient ici pour travailler. Parce qu'on agit, on comprend ce qu'on fait là.

Conclusion

Dans cet article, nous pouvons suivre facilement l'évolution de la place occupée par les participantes et les participants au RGPAQ. Nous sommes passés d'un supplément au bulletin d'information en 1981 à un comité permanent des participantes et des participants en 2001. Vingt ans d'histoire, et chaque fois que l'on a eu besoin d'elles et d'eux, ils étaient là. Que ce soit en vue de mener une lutte

pour le financement, en 1995 avec monsieur Garon afin d'obtenir de plus grosses subventions, ou encore dans le but de réfléchir sur la défense des droits au RGPAQ, non seulement ces personnes étaient là, mais elles étaient aussi indispensables.

Présentement, avons-nous la structure idéale ? Doit-elle encore évoluer ? Depuis quelques années, certains groupes souhaitent qu'il y ait un représentant du Comité des participantes et

des participants au COCOA. À l'assemblée générale de juin 2000, les groupes présents ont voté contre cette proposition. Cependant, pour la première fois, une participante a été élue à un comité autre que celui des participantes et des participants (Comité défense des droits). Est-ce le début d'une plus grande présence des participantes et des participants dans l'ensemble des structures du RGPAQ ? Jusqu'où voudrions-nous aller ?

DES FEMMES ANALPHABETES S'INSCRIVENT DANS UNE PAGE DE L'HISTOIRE DES FEMMES

Propos recueillis par Lise St-Germain du Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP)

« Lire l'écrit, écrire le social, s'inscrire dans le monde. »

Franklin Midy

À l'occasion de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, COMSEP décide de relever le défi d'accorder une place prépondérante aux femmes vivant dans un contexte de pauvreté et de violence. Cela veut dire, pour l'organisme, donner l'occasion et les moyens aux femmes qui le désirent d'aller jusqu'au bout du processus, c'est-à-dire se rendre à New York pour y déposer collectivement les revendications mondiales de la Marche devant l'Organisation des Nations Unies.

Ce projet est rapidement approuvé par plusieurs femmes et alimenté par une démarche d'éducation populaire qui débute le 8 mars 2000 pour se conclure le 17 octobre 2000 à New York avec la participation de 49 femmes, dont le tiers ont un faible revenu et plusieurs sont inscrites à notre programme d'alphabétisation.

Afin de réaliser ce rêve, surtout pour les femmes en situation de pauvreté, il faut bien sûr trouver les moyens finan-

ciers. Pour ce faire, nous mettons en commun petites économies, dollars et sous noirs, nous vendons du café, beaucoup de café. De plus, plusieurs personnes sensibles à la cause de la Marche et aussi par solidarité font un don afin que les femmes à faible revenu puissent participer à l'événement sans trop dégarnir leur garde-manger.

Un comité organisateur est mis sur pied pour l'ensemble de la démarche, qui nous mènera du régional au national et à l'international. Ces femmes travaillent ensemble, réfléchissent ensemble, discutent de leur réalité, parlent de leur vécu et de leur conviction que leur lutte collective aura du poids et finalement, elles marchent et revendiquent ensemble, à Trois-Rivières, à Montréal et à New York.

L'une de ces femmes a bien voulu nous faire part de son expérience et des motivations qui l'ont poussée à prendre une place importante dans la démarche. Voici des extraits d'une entrevue réalisée avec Raymonde Cochrane, membre de COMSEP et inscrite à des ateliers d'alphabétisation depuis quatre ans.

Raymonde, qu'est-ce qui vous a motivée à participer à cette Marche ?

Je me suis impliquée parce que je me sens concernée. Je suis à l'aide sociale et les coupures, j'en ai eu plus souvent qu'à mon tour. Il faut que ça cesse. Et la violence, je l'ai vécue et mon enfant aussi. Je l'ai vécue deux fois, une première fois avec mon premier mari et ensuite avec le deuxième. À la marche Du pain et des roses, j'ai pas eu la chance de participer, j'étais malade. Mais comme mes jambes vont mieux, je me sentais capable de suivre. J'ai voulu le faire jusqu'au bout et je suis très fière d'avoir réussi.

Croyez-vous vraiment que la Marche peut changer des choses ?

J'espère. Je ne peux pas dire « oui » ou « non ». Encore ce matin, j'ai reçu une lettre m'annonçant qu'on peut maintenant être saisi sur notre chèque en cas de dettes. Bouchard, le premier ministre, n'a pas accepté la loi-cadre contre la pauvreté. Il veut mettre une stratégie en remplacement d'une loi. C'est un peu inquiétant ce qu'il fera du projet.

L'effort que le RGPAQ fait pour améliorer la place des participantes et des participants au sein de sa structure provinciale est-il soutenu par la base ?

L'une des forces du Regroupement est de questionner ses pratiques. Ainsi, nous pourrions nous demander si nous utilisons tous les moyens nécessaires pour assurer une plus grande place aux participantes et aux participants à l'intérieur même de nos groupes. Pourrions-nous faire

plus ? Utilisons-nous les moyens mis en œuvre par le Comité pour favoriser l'investissement des participantes et des participants des groupes (élire les membres du Comité, envoyer les résultats des discussions menées en atelier sur les thèmes suggérés par *L'Info*, photocopier les renseignements qui sont destinés aux participants et participantes et les faire circuler, etc.) ?

Beaucoup de questions, n'est-ce pas ? Le RGPAQ n'a cessé, en

20 ans, de faire de plus en plus de place aux participantes et aux participants, et je suis convaincue que cela n'est pas terminé.

1. Comité de coordination du Regroupement (et «A» pour *alphabétisation*), composé de neuf représentants et représentantes des groupes membres ainsi que de la coordonnatrice du RGPAQ. Élus par l'assemblée générale annuelle pour un mandat de deux ans, les membres ne défendent pas les intérêts de leur groupe, mais ceux de l'ensemble des groupes membres.

On peut quand même gagner des choses. Les coupures pour le logement, au moins ça n'aura pas lieu. Je serai prête à faire des luttes car il ne faut pas lâcher, pour celles derrière nous. Même si on gagne juste des petites choses, les luttes, ça fait qu'on ne recule pas.

Qu'est-ce que vous retenez de l'expérience de la Marche des femmes ?

Avoir l'impression de faire quelque chose, de défendre mes droits mais aussi ceux des autres. De tenir des pancartes avec les revendications. Beaucoup de choses m'ont impressionnée. Des images me reviennent souvent : la minute de silence, les femmes de partout dans le monde, leurs vêtements, les revendications que les femmes ont transportées au bout de leurs bras dans la foule. Ça m'a émue cette chaîne de pétitions. Je pense aussi à la femme musulmane qui a eu le courage de se dévoiler. Je me demande ce qui lui est arrivé, si elle est retournée chez elle. C'est difficile à croire que les hommes de ces pays n'acceptent pas que les

femmes se montrent le visage. Ce fut vraiment une chance de vivre ça, d'aller à New York avec toute l'équipe de COMSEP. On a vécu beaucoup d'amitié. Le voyage de New York, c'est quelque chose que je n'oublierai jamais. Je n'aurai plus jamais cette chance.

C'est comme le projet de loi contre la pauvreté. Au début, je me demandais ce que ça donnerait. Je pensais qu'on nous avait parlé de ça une fois et qu'on n'en reparlerait plus. Et ça a continué. J'ai fini par témoigner de ce que je vis et ensuite on m'a demandé de faire un témoignage à Québec et je suis devenue la porte-parole. Ça m'a changée complètement tout ça. J'ai pris connaissance de beaucoup de choses. On est chanceux d'être regroupés, d'avoir COMSEP. Il y a des personnes qui sont seules avec leur pauvreté. Pas nous. On peut participer, être dans des comités, prendre des décisions, ça aide à prendre sa place.

Au début, quand je suis arrivée à COMSEP, je ne voulais participer à rien. Je ne faisais pas confiance à cause de toutes mes mauvaises expériences. Mais j'ai changé et personne ne m'a

obligée à changer. Je l'ai fait par moi-même en étant avec les autres. J'ai compris par l'écoute, par le respect et les moyens qu'on se donne pour s'en sortir. Maintenant mon projet de vie, ce serait de travailler pour retrouver ma dignité mais surtout ne jamais oublier d'où je viens. Si je travaille un jour, je ne veux jamais oublier les autres en arrière.

L'histoire de Raymonde, c'est aussi celle de Pauline, de Denise, de Lise et de centaines d'autres qui ont eu l'occasion de prendre leur place grâce à des événements comme la Marche mondiale des femmes, de dire non à la pauvreté, de dire non à la violence. C'est peut-être aussi l'histoire de milliers d'autres qui auront été inspirées par ces femmes et qui diront à leur tour « non » à la pauvreté et à la violence. Des femmes qui, espérons-le, prendront aussi un jour une place dans la société, celle qui leur revient.

Action!

Carole Doré, consultante en alphabétisation

L'auteure remercie Françoise Bouchard, Suzanne Daneau, Louise Miller, Sylvie Tardif et Lisette Trudel pour leurs connaissances et leur précieuse mémoire...

Un simple regard en arrière suffit pour comprendre que notre Regroupement se distingue par ses coups d'éclat et par sa détermination.

En relisant nos bilans, nos bulletins internes et au moyen d'entrevues téléphoniques avec des acteurs et des actrices de différentes époques, nous avons remonté le cours de notre jeune histoire pour y retrouver les actions-chocs qui ont marqué nos luttes, tant pour faire connaître la problématique de l'analphabétisme et faire reconnaître nos pratiques que pour obtenir un financement adéquat.

Le big-bang

Le Regroupement est né officiellement en février 1981. Sa première action d'éclat a été la rédaction et le dépôt d'un mémoire intitulé *L'alphabétisation au Québec—situations—recommandations* en juillet 1981 à la Commission d'étude sur la formation des adultes (CEFA), mieux connue sous le nom de Commission Jean, du nom de sa présidente, madame Michelle Jean. La CEFA avait pour mandat de faire le point sur l'éducation des adultes et d'adresser des recommandations au gouvernement. Le mémoire du Regroupement abordait la problématique de l'analphabétisme, les interventions des organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP) en alphabétisation ainsi qu'un certain nombre de recommandations pour une future politique en matière d'éducation des adultes.

Cette action a permis de faire rapidement connaître le Regroupement. « Le mémoire présenté à la CEFA quelques mois après la naissance du Regroupement a joué un rôle déterminant dans la reconnaissance du rôle

des groupes populaires et de leur pratique d'intervention. » (Louise Miller, dans *Alphabétisation populaire*, printemps 83, n° 12, p. 26.)

Mais à peine un mois après le dépôt du mémoire, on apprend que les subventions consenties pour l'année 1981-1982 ne seront augmentées que de 3 910 \$ pour l'ensemble des groupes incluant neuf nouveaux groupes. Ceci aura pour effet de diminuer considérablement les subventions des groupes déjà financés et de mettre très sérieusement en péril la survie de l'ensemble des groupes. Il y a urgence. La riposte s'organise. Échange de lettres avec Camille Laurin, le ministre de l'Éducation de l'époque, ainsi qu'avec son sous-ministre, et rencontre avec ces derniers. Le Regroupement demande : 1) la révision des montants alloués pour consolider les groupes existants et l'octroi d'un budget supplémentaire qui permettrait aux nouveaux organismes de s'implanter et de se développer efficacement ; 2) l'allocation de budgets spéciaux afin de favoriser la recherche et le perfectionnement de nos pratiques d'alphabétisation (il existe bien un programme de recherche, mais il est réservé aux seules commissions scolaires).

Parallèlement à ces pourparlers, on organise une vaste campagne médiatique (articles dans les journaux, interviews à la télévision, etc.). La problématique de l'analphabétisme fait son apparition dans les médias et la question du financement des groupes y est soulignée.



Qu'avons-nous gagné ?

Le Regroupement participe également aux actions de la Coalition nationale contre les coupures en éducation des adultes. Cette coalition regroupe une vingtaine d'organisations très variées qui œuvrent dans le secteur de l'éducation des adultes : syndicats, Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA), groupes populaires, institutions, services à la collectivité. Diverses actions sont organisées : conférences de presse, lancement d'un « dossier noir », publication d'un journal et campagne d'envoi de milliers de cartes postales adressées au ministre Camille Laurin.

Nous sommes en période de restrictions budgétaires (lire *époque où on disait couper dans le gras...*). Le gouvernement, par la voix de son ministre des Finances, monsieur Parizeau, et de son ministre de l'Éducation, a pourtant annoncé publiquement que ni la quantité ni la qualité des activités ne seraient affectées par les restrictions budgétaires. La réalité est tout autre, même si le gouvernement dit accorder une priorité à l'alphabétisation. « Le secteur de l'éducation aux adultes a été l'un des plus touchés par les restrictions budgétaires décrétées par le ministre Jacques Parizeau, ce qui a même soulevé des inquiétudes au Conseil supérieur de l'éducation et à la Commission Jean. » (Mario Fontaine, *La Presse*, 21 octobre 1981.)

Le gouvernement annonce en novembre 1981 des fonds supplémentaires de 150 000 \$. Ce n'est pas le Pérou, mais

Engagés depuis près d'une décennie au cœur des actions en reconnaissance et financement, Suzanne Daneau, coordonnatrice de La Boîte à lettres de Longueuil, et Christian Pelletier, responsable du dossier Reconnaissance et financement au RGPAQ, ont défini ce qui leur semble être les gains les plus marquants de ces 20 ans d'espoir et de luttes dans ce dossier.

La reconnaissance

Il est certain que nous n'avons pas encore de reconnaissance formelle¹, comme nous le revendiquons depuis de nombreuses années déjà. Cependant, dans les faits, nous avons fait des gains importants à ce chapitre, tant sur le plan politique que sur celui des pratiques. L'expertise que nous avons acquise au cours des ans, dans les groupes et au RGPAQ, nous semble de plus en plus reconnue. Nous n'avons qu'à citer quelques événements auxquels nous avons participé pour nous en convaincre :

- Le RGPAQ siégeait aux assises des États généraux sur l'éducation en 1996, aux côtés des syndicats, des commissions scolaires et d'autres intervenants et intervenantes.
- Le RGPAQ représentait le mouvement d'alphabétisation populaire au Québec à la V^e Conférence sur l'éducation des adultes à Hambourg en 1997.
- Des formateurs et des formatrices, des participants et des participantes issus des groupes membres du RGPAQ se sont retrouvés à Namur en 1997 pour discuter de leurs pratiques en alphabétisation.
- Le RGPAQ était invité au Sommet du livre et de la lecture organisé en 1998 pour stimuler la lecture, au même titre que des maisons d'édition et d'autres acteurs dans le domaine.
- Le RGPAQ a toujours entretenu des relations soutenues avec le cabinet des différents ministres de l'Éducation.

- Le ministère de l'Éducation du Québec ainsi que différents intervenants et intervenantes se sont souvent inspirés des pratiques d'alphabétisation des groupes dans certains domaines : les jeunes, les nouvelles technologies, l'insertion sociale, la prévention, l'emploi, etc.

Nous avons, au cours de ces 20 ans d'existence, forcé le gouvernement et le milieu de l'éducation à nous considérer comme un interlocuteur incontournable lorsqu'il est question d'analphabétisme et d'alphabétisation. C'est grâce à la mobilisation et à la solidarité des groupes dans les différentes actions menées que cette reconnaissance s'est bâtie, ainsi que grâce à la crédibilité acquise avec le temps et à la pertinence de nos interventions publiques sur les solutions à apporter pour lutter contre l'analphabétisme. Notre percée, depuis quelques années, en matière de « contacts » politiques avec certains ministres sympathiques à la cause communautaire n'est pas étrangère non plus à cette reconnaissance.

En un mot, nous avons fait des gains relativement importants en ce qui concerne la reconnaissance de nos pratiques et de notre expertise, et notre pouvoir politique. Par contre, la reconnaissance légale de notre réseau n'est pas encore obtenue. Mais serons-nous prêts à accepter les contraintes qui y seront associées ? Le ministère nous le répète depuis longtemps : un certain « contrôle » viendra avec la reconnaissance. En connaissons-nous toutes les implications ? Qu'advient-il de notre autonomie ?

Le financement

Des gains financiers ont été obtenus depuis la création du RGPAQ, et particulièrement depuis 1995.

En 1980-1981, à la création du Regroupement, le budget disponible pour les 19 groupes d'alphabétisation de l'époque subventionnés par

le PSAPA (Programme de soutien à l'alphabétisation populaire autonome) était de 276 000 \$², pour une subvention moyenne par groupe de 14 526 \$³. En 1994-1995, le budget était de 2 602 269 \$⁴, pour une moyenne par groupe de plus ou moins 24 500 \$ par année. En 1995-1996, l'enveloppe budgétaire du PSAPA pour 130 groupes représentait 5 302 269 \$⁵, pour une moyenne de 39 000 \$ par groupe. Finalement, en 2000-2001, les 128 groupes se partagent un total de 8 102 300 \$⁶, pour stabiliser la moyenne à près de 61 000 \$ par groupe.

Si nous regardons d'un peu plus près ces augmentations de budget, nous constatons que, durant les 15 premières années d'existence du Regroupement, l'enveloppe budgétaire disponible pour les subventions aux groupes a augmenté très lentement. En effet, de 1980 à 1995, l'augmentation de la subvention moyenne allouée aux groupes a été d'environ 10 000 \$, soit de 71 % en 15 ans. Par contre, entre 1995 et 2001, cette augmentation a été d'environ 36 500 \$ par groupe, soit de 154 % en six ans.

Les gains financiers ont été plus importants ces dernières années, et nous expliquons ce fait par l'interaction de plusieurs facteurs. D'abord, au début des années 90, le Regroupement a décidé de « prendre les moyens » afin d'intensifier la lutte pour un meilleur financement. Nous avons élaboré une plate-forme de revendications et établi des objectifs de lutte très clairs⁷. Ensuite, nos demandes ont eu un écho auprès de certains députés et ministres qui croyaient, plus que d'autres, à la pertinence du travail qu'accomplissent les groupes auprès de la population. De plus, la tenue des États généraux sur

l'éducation en 1996 et, par la suite, la vaste réforme de l'éducation entreprise par le gouvernement ont été des éléments contextuels importants pour notre lutte, et nous avons su en profiter. Finalement, nous considérons que tout le travail de sensibilisation sur l'analphabétisme et sur l'alphabétisation accompli auprès de la population a été un facteur non négligeable, puisque maintenant on reconnaît l'urgence de la situation.

L'augmentation des subventions est certes le gain le plus évident, mais il ne faudrait pas oublier que des améliorations ont également été apportées au cours des dernières années dans l'application du PSAPA. En effet, cette subvention récurrente est enfin répartie sur trois ans — pour une action à plus long terme —, et nous avons maintenant le droit de financer les activités de vie associative aussi bien que les ateliers et de consacrer jusqu'à 40 % de l'argent au fonctionnement du groupe. Aussi, depuis 1995, la subvention est remise en deux versements par année plutôt que trois, etc.

Il est bon de constater que le travail acharné et la mobilisation à partir de nos revendications financières ont donné des résultats intéressants, mais nous sommes loin d'un financement adéquat pour les groupes. De plus, il ne faut pas oublier que les gains ont été obtenus dans un contexte de désengagement de l'État, ce qui nous commande d'être très vigilants si l'on veut que ces gains servent les intérêts de la population avec laquelle nous travaillons (et non ceux du gouvernement) et nous garantissent l'autonomie dans notre mission et nos pratiques.

c'est tout de même plus du double des subventions versées en 1980-1981. Victoire! Pour les cinq premiers mois d'existence du Regroupement... un départ sur les chapeaux de roues !

À la guerre comme à la guerre

Tout au long de la première décennie, le Regroupement, avec ses alliés du mouvement d'éducation populaire, a réalisé un important travail de représentation et de pression pour faire reconnaître l'importance de l'alphabétisation populaire par les dirigeants et les dirigeantes et obtenir ainsi un meilleur financement. Diverses actions ont été menées : manifestations ; occupation des bureaux du MEQ avec des participants et participantes et d'autres groupes d'éducation populaire ; dépôt d'un nouveau mémoire à la suite de l'énoncé de politique en éducation des adultes (laquelle est très décevante et ne tient pas compte des recommandations de la Commission Jean, qui accordait une place fondamentale à l'alphabétisation et à la formation de base) ; mobilisation pour la levée des moratoires imposés par le MEQ sur la création de nouveaux groupes en 1982-1983 et en 1985-1986.

Bien que des gains importants aient été réalisés au fil des ans, et que des actions de toutes sortes aient été menées, le financement des groupes a toujours été, et demeure, « le nerf de la guerre ». De 1981 à 1988-1989, les groupes d'alphabétisation et d'éducation populaires sont financés à partir de la même enveloppe budgétaire. En 1988-1989, le Regroupement obtient

1. Nous entendons, par *reconnaissance formelle*, l'inscription dans un texte de loi approprié de la reconnaissance de l'alphabétisation populaire autonome.

2. Jean-François AUBIN, « Retour vers le passé ! », *Le Monde alphabétique*, n° 7, p. 12 à 16.

3. Le ministère de l'Éducation se réserve une partie du budget disponible pour administrer le programme de subvention. Nous avons donc soustrait ce montant pour établir la subvention moyenne des groupes.

4. Direction de la formation générale des adultes, Service de l'éducation populaire, *Note interne*, juillet 2000.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*

7. *Cadre de référence sur le financement des groupes membres du RGPAQ*, Montréal, janvier 1994.

la création d'un programme distinct de financement, le PSAPA (Programme de soutien à l'alphabétisation populaire autonome). C'est certes un pas en avant, mais sans un sou de plus ! On l'a dit... le nerf de la guerre !

Braves et vaillants, les groupes ont continué le combat, déterminés à obtenir ce qu'ils voulaient. Voici en vrac certaines des actions spectaculaires menées entre 1994 et 1999, qui, si elles n'ont pas toujours apporté de solutions, ont forcé les dirigeants et dirigeantes à nous écouter.

Campagne d'Alpha-Bits

Printemps 1994

But : Faire connaître nos demandes et amener le gouvernement libéral à bouger dans le dossier de l'alphabétisation.

C'est dans le cadre de la première année de notre plan d'action pour la reconnaissance et le financement et à cause de la priorité donnée à la lutte politique que les groupes du RGPAQ

envoient au ministre de l'Éducation, monsieur Jacques Chagnon, un grand nombre de boîtes de céréales Alpha-Bits (une par jour, par groupe, pendant cinq jours) accompagnées d'un message rappelant nos demandes quant à la nécessité d'une politique gouvernementale en alphabétisation et l'urgence d'un financement équitable. Quelques mois plus tard et à la suite de rencontres avec le ministre, ce dernier se dit prêt à discuter d'un plan de lutte contre l'analphabétisme et évoque la possibilité de doubler *les* budgets des groupes populaires d'alphabétisation ! Sauf que... peu de temps après, des élections sont déclenchées et le Parti libéral perd le pouvoir.

Que faites-vous pour les analphabètes ?

Été 1994

But : Faire connaître le problème de l'analphabétisme pendant la campagne électorale.

Que faites-vous pour les analphabètes ? Tel est le message véhiculé par une montgolfière louée par le RGPAQ pendant la campagne électorale. Cette montgolfière « accueille » monsieur Parizeau, chef du Parti québécois, en tournée électorale à Yamachiche. Cet accueil pour le moins visible force Jacques Parizeau, le futur Premier ministre, à s'informer sur la question et à prendre position sur l'alphabétisation populaire.

Cette question est aussi posée publiquement aux chefs des deux principaux partis (Daniel Johnson du Parti libéral et Jacques Parizeau du Parti québécois) par une publicité d'une page insérée dans un quotidien

Tout au long de sa première décennie, le Regroupement, avec ses alliés du mouvement d'éducation populaire, a réalisé un important travail de représentation et de pression pour faire reconnaître l'importance de l'alphabétisation populaire.

à grand tirage le même jour que le désormais traditionnel débat télévisé.

Ces actions amènent le Parti québécois à s'engager à son tour. Dans une lettre datée du 6 septembre (les élections sont prévues pour le 12 septembre), il dit vouloir « concevoir, de concert avec les intervenants, une véritable politique de reconnaissance et de financement des organismes volontaires d'éducation et d'alphabétisation populaires autonomes. Le financement des organismes sera augmenté, de même qu'il sera planifié et octroyé sur une base triennale » (lettre de Hubert Thibeault, chef de cabinet de Jacques Parizeau, adressée au RGPAQ).

Déjeuner aux Alpha-Bits

Février 1995

But : Presser le nouveau ministre de l'Éducation, Jean Garon, de faire connaître ses intentions en matière d'alphabétisation.

En novembre 1994, lors d'une première rencontre avec une délégation du RGPAQ, composée de formatrices et de formateurs, de membres du personnel et de porte-parole des participants et participantes, le nouveau ministre de l'Éducation s'engage à nous revoir rapidement pour nous faire part de



LA DÉFENSE DES DROITS AU RGPAQ

1981

Dans le mémoire présenté à la Commission Jean, nous faisons une déclaration en faveur du droit à l'éducation, à l'emploi et à des conditions de vie décentes pour les personnes analphabètes.

1986

Au congrès d'orientation, les groupes établissent la priorité suivante : « 11 faudra promouvoir la défense et le développement de l'alphabétisation populaire ainsi que les droits des personnes analphabètes. »

1990 (Année internationale de l'alphabétisation)-1991

Le Forum pour une société sans barrières marque un point tournant dans la défense des droits des personnes analphabètes. Membre du comité organisateur et à l'origine du projet, le RGPAQ est à l'avant-plan dans ce dossier (mesures de soutien au rattrapage scolaire, droit de s'alphabétiser en touchant des prestations d'assurance-chômage, etc.).

1991-1992

Au congrès de 1992, nous adoptons la proposition suivante : « Les luttes pour l'amélioration des conditions de vie des personnes analphabètes doivent être menées par l'ensemble des groupes membres et par le Regroupement. Ce dernier a le mandat de prendre position sur les réalités sociales des personnes socio-économiquement défavorisées, de coordonner des actions touchant des enjeux sociaux, de former et d'informer les groupes membres des enjeux liés à la conjoncture. »

1992-1993

Le RGPAQ participe à la lutte contre la loi 37, qui force les prestataires de l'aide sociale à travailler pour obtenir leur chèque en entier, et se prononce sur les mesures de rattrapage scolaire qui y sont reliées.

À l'assemblée générale, on vote un plan d'action pour obtenir du gouvernement une politique globale en alphabétisation qui repose sur le droit de choisir le lieu de formation (réseau institutionnel ou réseau populaire), des politiques et une

fiscalité favorisant une répartition plus juste de la richesse, une politique de plein emploi, le maintien et l'amélioration des programmes sociaux, des services gouvernementaux s'adressant aux personnes analphabètes et l'assurance que la participation aux mesures de rattrapage scolaire ne sera pas basée sur la coercition, mais bien sur une participation volontaire, sans catégories d'âge, ni discrimination, même si les places sont limitées.

1993-1994

En ce qui concerne le rattrapage scolaire, une rencontre a lieu avec des fonctionnaires, nous sensibilisons les députés et nous menons des actions médiatiques. Le gouvernement accepte finalement de réduire les heures de formation à 15 (au lieu de 20).

À l'assemblée générale d'octobre 1994, il est résolu de former un comité ad hoc chargé de trouver une solution de rechange au programme de rattrapage scolaire.

1994-1995

Le Comité de stratégie politique devient responsable des dossiers suivants : rattrapage scolaire, réforme de l'assurance-chômage (réforme Axworthy) et réforme électorale.

À l'assemblée générale de 1995, nous formons un comité ad hoc afin de poursuivre le travail amorcé par le CEP (Centre d'éducation populaire) de l'Estrie (Arbralette) et de favoriser l'accès à l'emploi des personnes peu scolarisées.

1995-1996

Le RGPAQ présente un projet sur l'accès à l'emploi des personnes peu scolarisées et participe à un colloque sur l'emploi. Il se joint à la Coalition nationale sur l'aide sociale. Finalement, il effectue une recherche sur l'emploi et les personnes peu scolarisées.

1997-1998

Nous établissons une définition large de la défense des droits : « Défendre le droit à la satisfaction des besoins fondamentaux de la personne peu scolarisée, à la préservation de sa santé, de sa dignité, de sa liberté, de son développement et de son épanouissement. »

Le RGPAQ travaille au dossier Alphabétisation — implication sociale, piloté par le groupe populaire COMSEP (Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire).

1998-1999

Le RGPAQ produit des outils afin de promouvoir l'emploi pour les personnes peu scolarisées. Il travaille également au dossier Alphabétisation — implication sociale. Il participe aux rencontres de la Coalition des organismes en développement de la main-d'œuvre (CODMO) ainsi que de la Coalition pour une loi sur l'élimination de la pauvreté.

À l'assemblée générale de 1999, nous réaffirmons notre accord concernant le troisième volet de la mission du RGPAQ et nous en reformulons les grandes lignes : « Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec voit à la défense des droits collectifs des personnes qui sont lésées par leur niveau d'alphabétisme. »

1999-2000

Le dossier Alphabétisation—implication sociale devient la responsabilité du Comité défense des droits, qui établit également un plan de réflexion sur la défense des droits au RGPAQ. Une personne travaille maintenant quatre jours par semaine en défense des droits. Le RGPAQ participe de nouveau aux rencontres de la CODMO et de la Coalition pour une loi sur l'élimination de la pauvreté. Enfin, le Comité des participantes et des participants effectue une tournée dans les groupes membres concernant les droits des personnes analphabètes. À l'issue des rencontres, il amorce une réflexion sur le sujet en collaboration avec le Comité défense des droits.

2000-2001

Il faudra mener à terme la réflexion sur la défense des droits au RGPAQ, continuer le travail en ce qui concerne la mesure Alphabétisation — implication sociale, amorcer une réflexion sur notre participation à des mesures gouvernementales et continuer notre planification stratégique.

ses intentions en ce qui a trait à l'alphabétisation. Décembre..., janvier..., toujours pas de nouvelles du ministre. Après avoir pris la peine de lui rappeler notre existence (et son engagement de novembre) par l'envoi de dizaines de bas de Noël et d'autant de SOS dans une bouteille — dans lesquels nous avons inséré des lettres réitérant nos demandes concernant la nécessité d'une politique gouvernementale en alphabétisation et d'un financement équitable pour les groupes membres du RGPAQ — il nous vient en tête un vieux proverbe (probablement tiré de la sagesse suisse...) : *Si la montagne ne vient pas à toi, va à la montagne... Pourquoi pas ?*

Nous décidons d'aller déjeuner dans le hall du ministère et d'inviter monsieur Garon à venir rendre publics ses engagements. Le 7 février, devant plusieurs centaines de personnes mobilisées par les groupes populaires d'alphabétisation pour ce repas aux Alpha-Bits, le ministre s'engage à venir à l'assemblée générale du RGPAQ, le 25 février. Il nous fera alors part, devant les membres et une délégation de participants et participantes, de ses intentions : doubler le budget de l'alphabétisation populaire, c'est-à-dire passer de 2,6 à 5,3 millions \$ et affecter la plus grande partie de ces sommes à la création de nouveaux groupes. En ce qui concerne la politique gouvernementale en matière d'alphabétisation, le ministre attendra la tenue des États généraux sur l'éducation.

Opération factures

Novembre 1995

But : Forcer le ministère de l'Éducation du Québec à accélérer le processus d'émission des chèques de la première tranche de la subvention PSAPA, laquelle est en retard de plus d'un mois.

Le 20 novembre 1995, les groupes font face à un retard injustifié de plus d'un mois dans le versement de la première partie de la subvention PSAPA. Cela entraîne des problèmes financiers graves (les prêts et les marges de crédit sont difficiles à obtenir), et certains groupes seront bientôt forcés de cesser temporairement leurs activités en raison d'un manque de liquidités.

Après plusieurs tentatives (restées sans réponses) de communiquer directement avec le ministre Garon pour lui faire connaître les problèmes que ce délai tout aussi incompréhensible qu'inadmissible entraîne chez les groupes, nous passons à l'action. Chaque groupe enverra une facture par jour au ministre, laquelle inclura des frais de retard, plus les frais d'utilisation d'une marge de crédit ou l'intérêt se rapportant à un prêt, selon le cas. Évidemment, le bureau du ministre est inondé de factures. L'événement fait

la une de *La Presse*, on en parle à la radio, plusieurs groupes sont approchés par les médias pour faire connaître leur opinion.

Après avoir fait une autre série d'appels au ministère ainsi qu'au bureau du Premier ministre et établi certains contacts avec des représentants et représentantes de l'opposition officielle, nous obtenons nos chèques le 12 décembre. Joyeux Noël !

Bonne fête... Pauline...

Bonne fête... Pauline...

Booonne fête Boonn...fèè...

ou la fois où la manif

n'a pas eu lieu

Printemps 1996

But : Obtenir une rencontre avec la nouvelle ministre de l'Éducation, Pauline Marois.

Dans le contexte des nouvelles sommes consenties l'année précédente pour l'alphabétisation populaire, de la régionalisation possible du programme et du départ de Jean Garon du poste de ministre de l'Éducation, le RGPAQ demande à rencontrer M^{me} Marois pour connaître sa vision du développement de l'alphabétisation populaire autonome et obtenir des réponses à ses demandes.





Le 22 février, le RGPAQ fait parvenir à l'attaché politique chargé du dossier de l'alphabétisation populaire une carte d'anniversaire où l'on peut lire le message suivant : « Madame, depuis votre arrivée au ministère de l'Éducation, nous n'avons pas eu l'occasion de vous rencontrer et de vous souhaiter la bienvenue. Ce n'est pas faute d'avoir essayé. Nous profitons de votre anniversaire pour vous inviter à une fête le 29 mars 1996 à 13 h à votre bureau de comté. Plusieurs personnes analphabètes vous y attendront. » L'attaché politique se dit offusqué du message car « c'est un affront que de vouloir faire sa fête à une personne ». Ce n'est pourtant pas le sens que nous voulions donner à ce geste. Le 27 mars (deux jours avant la date prévue de la manifestation), le RGPAQ fait paraître une publicité dans *Le Devoir* où il est dit que « la lutte contre l'analphabétisme figure parmi les consensus sociaux au Québec¹ » et que « le MEQ doit investir dans les deux réseaux qui combattent l'analphabétisme ». Panique au bureau de comté de madame Marois. Les attachés politiques ne ménagent ni les

efforts ni les pressions pour arrêter la tenue de la manifestation. Voyant que nous tenions à notre action (tout était prêt : 300 personnes étaient attendues, les ballons, les fleurs, les cadeaux, etc.), le bureau de comté offre de conclure une entente : une rencontre aura lieu avec la ministre le 29 avril (tiens donc, dans un mois, alors qu'il semblait impossible de rencontrer la ministre avant l'automne !). Notre objectif est atteint. Le Comité de stratégie décide d'arrêter la machine et la manifestation n'aura pas lieu.

Opération Déclaration en alphabétisation

Automne 1998

But : Obtenir des engagements clairs de la part de la ministre de l'Éducation sortante pendant la campagne électorale.

Les enjeux sont importants pour les groupes d'alphabétisation lors de la campagne électorale de 1998. En effet, le MEQ s'apprête à adopter une politique de formation continue selon laquelle il veut faire de l'alphabétisation une priorité, reconnaître le rôle éducatif de nos grou-

pes et revoir le cadre de financement. La suite du travail consistera à amener le ministère à rédiger un texte où il reconnaîtra notre importance et à obtenir une augmentation de l'enveloppe budgétaire pour 1999-2000. En novembre 1998, le gouvernement déclenche des élections : la politique de formation continue est alors mise en veilleuse. Les enjeux étant majeurs, il faut marquer des points durant cette campagne électorale. On met en branle une série d'actions tous azimuts. On veut sensibiliser les candidats et les candidates, les députés, les fonctionnaires, la ministre et la population. Le 8 novembre a lieu une conférence de presse ayant

Depuis la création du Regroupement 10 ministres de l'Éducation se sont succédé...

- Camille Laurin
(de novembre 1980 à mars 1984)
- Yves Bérubé
(de mars 1984 à décembre 1984)
- François Gendron
(de décembre 1984 à décembre 1985)
- Claude Ryan
(de décembre 1985 à octobre 1990)
- Michel Page
(d'octobre 1990 à octobre 1992)
- Lucienne Robillard
(par intérim en octobre 1992)
- Lucienne Robillard
(de novembre 1992 à janvier 1994)
- Jacques Chagnon
(de janvier 1994 à septembre 1994)
- Jean Garon
(de septembre 1994 à janvier 1996)
- Pauline Marois,
(de janvier 1996 à décembre 1998)
- François Legault
(depuis décembre 1998)

Source : site Internet du ministère
(<http://www.meq.gouv.qc.ca/mineduc.htm>)

pour thème l'exercice du droit de vote des personnes peu alphabétisées. La couverture médiatique est très bonne. On rédige aussi une Déclaration pour l'alphabétisation. Chaque groupe est invité à rencontrer les personnes candidates de son comté, des personnalités publiques et la population en général pour faire un *blitz* de sensibilisation. En quelques semaines seulement, 10 000 personnes signent notre Déclaration, dont 21 candidates et candidats élus. On fait paraître la Déclaration avec les signatures des personnalités dans *Le Devoir*. Le RGPAQ organise, conjointement avec l'Institut canadien en éducation des adultes et le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec, un débat avec la ministre Marois, Henri-François Gauthier, critique libéral en matière d'éducation, et Manon Bazeau, candidate de l'Action démocratique du Québec. Pauline Marois s'engage alors à augmenter le budget du PSEPA (Programme de soutien à l'éducation populaire autonome) et du PSAPA de 6 000 000 \$, dont 4 000 000 \$ iront à l'alphabétisation, en plus de reconnaître l'existence de celle-ci dans la politique de formation continue à l'automne 1999.

À qui appartient la balle ?

Novembre 1999

But : Dénoncer le fait que le gouvernement Bouchard n'a pas respecté ses engagements concernant la mesure Alphabétisation — implication sociale².

Lors de la campagne électorale de l'automne 1998, Louise Harel, alors ministre de l'Emploi et de la Solidarité, annonce que

le projet Alphabétisation — implication sociale, mis sur pied par un groupe de la région Mauricie — Bois-Francs, sera reconnu comme mesure et pourra être implanté partout au Québec à partir de janvier 1999. Plusieurs groupes de différentes régions se montrent intéressés par ce projet. Cependant, certains centres locaux d'emploi tardent à signer le protocole d'entente, car ils considèrent que ce n'est pas de leur ressort. Les moyens d'Emploi-Québec sont concentrés plutôt sur la « clientèle-cible » de l'époque, soit les gens qui peuvent intégrer le marché du travail à court terme. Une confusion de plus en plus grande s'installe. Ni le ministre de la Solidarité sociale, André Boisclair, ni la ministre de l'Emploi, Diane Lemieux, ne veulent de la mesure Alphabétisation — implication sociale dans leur ministère respectif. La mesure tombe alors dans le vide administratif laissé par la division de l'ancien ministère de l'Emploi et de la Solidarité, et ce sont les personnes analphabètes qui paient le prix de cet imbroglio. Le déploiement de la mesure est compromis, et plusieurs personnes n'y auront pas accès.

Pendant cette joute de ping-pong avec les personnes analphabètes, le RGPAQ lance un mot d'ordre pour que chaque groupe membre envoie au Premier ministre Bouchard, aux ministres Diane Lemieux et André Boisclair, aux deux critiques de l'opposition concernés par ce dossier et aux chefs des partis de l'opposition, Mario Dumont et Jean Charest, une balle de ping-pong accompagnée du message suivant : « À qui appartient la

balle ? » et d'une courte explication de la situation. Cette action a aidé à provoquer un débat sur la question à l'Assemblée nationale.

Que ce soit par les actions-chocs qui viennent d'être réalisées, par les nombreuses manifestations à Québec, à Montréal ou ailleurs ou par notre présence dans les médias chacun dans sa région, bref par une foule d'événements de toutes sortes, nous constatons la volonté d'engagement des groupes membres, des participantes et des participants, de même que la grande créativité et le dynamisme dont fait preuve notre mouvement.

1. Selon un sondage Léger et Léger effectué pour le Regroupement en 1995, 87,7 % des Québécois et Québécoises (soit 9 personnes sur 10) estiment que le gouvernement doit investir plus dans des programmes d'aide aux personnes analphabètes et 82,3 % qu'il est urgent qu'il adopte un plan d'action global pour prévenir et combattre l'analphabétisme au Québec.

2. Cette mesure a été élaborée à la suite de la réforme du programme Rattrapage scolaire du ministère de la Sécurité du revenu. Les groupes populaires étaient en désaccord avec une approche pédagogique orientée vers une fin purement fonctionnelle et d'adaptation à l'emploi. Ils ont donc proposé une mesure permettant aux personnes analphabètes non seulement d'améliorer leurs compétences de base, mais aussi de prendre leur place dans la société et de jouer pleinement leur rôle de citoyen et citoyenne, bref de participer à la fois à des activités d'alphabétisation et à des activités complémentaires favorisant leur intégration communautaire, et ce, à raison de 20 heures par semaine (10 à 14 heures d'alphabétisation et 6 à 10 heures d'engagement social). Les prestataires de la Sécurité du revenu qui s'engagent dans ce projet sont considérés comme participant à une mesure de développement d'employabilité et ont droit au supplément mensuel prévu pour les adultes admis au programme Soutien financier (d'après le *Rapport d'évaluation du projet Alphabétisation — implication sociale* rédigé par Carole Vanier, avec la collaboration de Lise St-Germain, en mai 1997).

De l'importance de notre propre formation

Nicole Lachapelle,
coordonnatrice du RGPAQ

Depuis toujours, les groupes populaires d'alphabétisation s'interrogent sur leurs pratiques. C'est en cherchant à satisfaire les besoins de formation et de perfectionnement de ses membres que le Regroupement s'est peu à peu constitué une expertise.

Dans un contexte où l'« éducation tout au long de la vie » est devenue primordiale, les milieux communautaires doivent s'interroger sur leur contribution en matière de formation et de perfectionnement des intervenantes et intervenants du milieu. Pour plusieurs, les regroupements d'organismes communautaires ont acquis en ce domaine une vaste expertise, mais encore trop peu reconnue¹. Le RGPAQ fait partie de ces organismes qui considèrent la formation maison comme un outil de développement des pratiques du milieu. En effet, depuis sa création en 1981, le RGPAQ n'a pas cessé d'intervenir en ce sens. La spécificité des pratiques d'alphabétisation populaire exige de l'innovation sur le terrain et mène à de constantes remises en question. Ce sont ces nécessités et le constat que la formation est aussi un moyen de rassembler les membres et de raffermir le sentiment d'appartenance qui motivent le RGPAQ à offrir de la formation. Nous retraçons ici les grandes lignes de son cheminement.

Quatre grandes périodes

Il y a d'abord, de 1981 à 1989, ce qu'on peut appeler la « naissance du mouvement ». La période est celle des premières années d'expérimentation des groupes, des débuts du RGPAQ, de l'organisation des assemblées de concertation et de la publication de la revue *Alphabétisation populaire*, de son supplément *Ecrire pour la première fois* et, plus tard, du bulletin interne *Des nouvelles du 5040*. C'est aussi à ce moment qu'a lieu le premier congrès d'orientation, dont les discussions mènent à l'adoption de la *Déclaration de principes*, document de base auquel le mouvement se réfère toujours².

La deuxième période, de 1989 à 1995, est celle de « la pédagogie en avant-plan ». Nous nous attardons à définir nos pratiques, à les diffuser et à mettre de l'avant notre spécificité pour faire reconnaître notre travail. C'est à cette époque que le RGPAQ réalise sa première étude des besoins de formation auprès de ses membres, étude qui conduit à l'élaboration d'un

premier, puis d'un second programme de perfectionnement. Au total, huit thèmes de formation seront élaborés. Ces formations donnent lieu à des documents regroupés dans la série *Un visa pour l'alpha pop*⁵. C'est aussi l'époque de la naissance de la revue *Le Monde alphabétique*. Le RGPAQ a ainsi la chance de se constituer un patrimoine qui, en plus de « prolonger la vie » des formations, permet d'exporter son expertise et de la faire connaître. Il ne faut pas oublier que cette période est traversée par l'Année internationale de l'alphabétisation, moment d'activités intenses pour le RGPAQ et ses membres, qui nous a placés pendant un certain temps sous le feu des projecteurs.

La troisième période, de 1995 à 1997, est celle où « la vie associative » prend beaucoup d'importance. C'est l'époque « post-Garon⁴ », où l'on assiste à la création d'un grand nombre de groupes et à une augmentation importante du nombre de membres du RGPAQ. Ceci nous conduit à la nécessité d'assurer la

*Une constante demeure : le besoin
de soutien des groupes dans leur travail
d'alphabétisation populaire.*

transmission de nos valeurs et la cohésion du mouvement. Pour ce faire, le RGPAQ conçoit, pour les nouveaux et nouvelles qui arrivent dans les groupes, une formation portant sur le RGPAQ en tant que mouvement d'alphabétisation populaire, sur les services offerts et sur tout le contexte entourant l'alphabétisation populaire : les bailleurs de fonds, les partenaires, etc. Un nouveau bulletin de liaison voit le jour : *Le Scoop*. On ajoute une rencontre préparatoire à l'assemblée générale pour que les nouveaux et les nouvelles puissent s'y retrouver. Une « formation itinérante » sur la pédagogie est offerte avec la participation d'une formatrice-terrain et d'un formateur-terrain, ainsi que de la responsable de la formation. Cette formation sera donnée dans plusieurs régions du Québec, d'où son qualificatif d'itinérante.

La quatrième période, de 1997 à 1999, est marquée par des préoccupations pour « l'analyse critique et l'outillage des groupes ». La diversification des interventions en alphabétisation populaire,

attribuable aux importants changements sociaux qui marquent le Québec (régionalisation, économie sociale, lutte au déficit, etc.), met en évidence la nécessité d'encourager l'analyse critique et politique : des formations sur la compréhension des enjeux sociaux, politiques et économiques sont offertes et des dossiers thématiques sont réalisés. En même temps, les groupes demandent de l'aide dans leur travail quotidien : une session de formation sur les demandes et les rapports PSAPA (Programme de soutien à l'alphabétisation populaire autonome) et une autre sur les demandes IFPCA (Initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation) sont offertes, en plus d'un soutien pour la formulation des demandes.

Au-delà des caractéristiques spécifiques de ces quatre périodes, une constante demeure : le besoin de soutien des groupes dans leur travail d'alphabétisation populaire. Ce type de besoin a toujours été présent, même s'il a parfois été relégué au second plan.

Où en sommes-nous maintenant ?

Depuis 1998-1999, on pourrait déterminer une cinquième période, où le RGPAQ fait face à une multitude de besoins à combler en raison de l'accroissement rapide de ses membres et de l'arrivée de nouveaux intervenants et intervenantes en alphabétisation populaire : de niveaux différents, des plus expérimentés aux petits nouveaux, ils ont des besoins qui varient, et les demandes sont nombreuses. De plus, les contacts avec les membres étant plus espacés et les pratiques encore plus diversifiées, on en vient parfois à se demander quelle place occupe encore la conscientisation dans les ateliers et où en sont les pratiques en alphabétisation populaire. Nos pratiques sont-elles encore liées à nos principes ?

Plusieurs questions reviennent sans cesse :

- Quelles sont les compétences et les connaissances essentielles en alphabétisation populaire, et lesquelles d'entre elles devraient être prises en charge par le RGPAQ ?
- Existe-t-il une hiérarchie ou une urgence à considérer dans les besoins ?
- Quels sont les besoins réels de formation des groupes membres par rapport aux besoins cernés par le RGPAQ pour ses membres ?

Un patrimoine à conserver

En 1983, l'Équipe d'aide au développement de la Direction générale de l'éducation des adultes (DGEA) transmettait son fonds documentaire au Regroupement. Quelques années plus tard, en 1989, pas moins de 800 documents (monographies, vidéos, périodiques) portant sur l'alphabétisation en français au Canada étaient confiés au Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) pour en faciliter la conservation et la consultation. Le RGPAQ et ses groupes membres n'ont pas cessé depuis d'enrichir cette collection. Les notices bibliographiques figurent dans le catalogue informatisé *Alpha*, accessible sur le site du CDEACF (<http://www.cdeacf.ca/sinformer/coLcatalpha.html>).

Pourquoi écrire ?

- Devons-nous intervenir sur les quatre dimensions suivantes : vie associative, pédagogie, outillage et analyse politique ?
- Qui sont les personnes visées par les activités de formation du RGPAQ : les animatrices, les animateurs, les coordonnatrices, les coordonnateurs, les participantes, les participants, les membres des conseils d'administration ?
- Quelles sont les expertises acquises au sein des groupes et du RGPAQ ?
- Quel est le rôle des publications et de la recherche dans ce contexte ?

Pour essayer de mieux structurer notre cadre d'intervention, nous avons travaillé à élaborer un programme de formation pouvant répondre à l'ensemble des besoins (ceci dit, en s'accordant un certain nombre d'années !).

Le programme a été présenté aux membres à l'assemblée générale de juin 2000 et a été bien reçu. L'arrivée en poste d'une nouvelle responsable à la formation a fait en sorte que le travail amorcé cette année donne lieu à de nouvelles pistes. Nous en sommes maintenant à essayer différentes modalités d'offre de formations afin de remplir plusieurs objectifs. Ainsi, la formation sur le RGPAQ a été donnée à « domicile », dans quelques groupes, pour permettre à la responsable de la formation non

Dès les débuts, on s'est mis à écrire au RGPAQ ! À écrire un mémoire pour la Commission d'étude sur la formation des adultes, à publier un bulletin de liaison, *Alphabétisation populaire*, pour alimenter les discussions des membres lors d'un premier puis d'un deuxième congrès d'orientation... et ça s'est poursuivi. Au fil des ans, le RGPAQ a produit des documents d'analyse, des documents pédagogiques, des bulletins d'information internes, des comptes rendus d'expériences, des rapports de recherche et la revue *Le Monde alphabétique*.

Ces publications répondent à différents besoins. La revue nous permet de réfléchir sur notre philosophie et nos pratiques d'alphabétisation populaire, tout en constituant une source d'information sur les projets réalisés par les groupes. Elle sert aussi à faire la promotion de l'approche particulière qu'est l'alphabétisation populaire. Au début des années 90, la collection *Un visa pour l'alpha pops* s'inscrivait dans le cadre d'un programme de formation destiné aux formateurs et aux formatrices. On traitait alors de questions telles que le processus d'apprentissage et l'évaluation des apprentissages des individus, l'animation des ateliers, les approches et méthodes d'alphabétisation, la vie associative, etc. Les documents produits ont permis à ceux et celles qui se sont joints plus tard au mouvement d'avoir accès au contenu de ces formations.

D'autres publications sont liées à des préoccupations ponctuelles : la prévention de l'analphabétisme, l'emploi ou nos différentes prises de positions publiques comme celle manifestée dans le *Plan national d'action en alphabétisation*. Enfin, des dossiers d'information sont réalisés sur une foule de thèmes, comme l'économie sociale.

Pourquoi écrit-on autant au RGPAQ ? Pour laisser des traces ? Pour rejoindre plus de gens ? Pour faire connaître notre action, nos façons de faire ? Pour mieux réfléchir ? Tant de raisons qui nous rappellent qu'il faut continuer de le faire.

seulement de connaître les groupes, mais aussi de rejoindre plus de personnes, en particulier les membres des conseils d'administration.

Lors d'une rencontre élargie du Comité développement des pratiques⁵, la question de la nécessité des échanges entre les intervenants et les intervenantes a ressurgi, et l'idée de tenir un camp de formation (genre université d'été) a suscité beaucoup d'enthousiasme. L'inventaire des formations déjà offertes par le RGPAQ a été fait, et nous serons en mesure de faire connaî-

tre à nos membres celles qui seront offertes une fois terminé le choix des personnes en mesure de les donner. Nous souhaitons aussi répertorier les différentes expertises des groupes afin de les mettre à contribution dans le cadre de nouvelles formations. Nous savons que certains groupes ont particulièrement travaillé la question du recrutement, par exemple, que d'autres ont fait des recherches sur le fonctionnement de l'intelligence, sur les processus d'apprentissage, ou sur le processus d'appropriation de l'écrit, etc.

Et la reconnaissance de notre expertise, c'est pour quand ?

À l'heure où la formation continue préoccupe les gouvernements, où les entreprises consacrent un pourcentage de leur masse salariale à la formation et au perfectionnement de leurs salariés, qu'en est-il des milieux communautaires ? Les ressources qu'ils se sont données pour répondre à leurs besoins de perfectionnement sont méconnues et encore bien moins reconnues. Dès la fondation du RGPAQ, les membres se sont questionnés sur leurs pratiques, ce qui ne les a pas empêchés de les améliorer, bien au contraire ! La formation donnée par le milieu et dans le milieu, encadrée par des gens du terrain, reste la formule que nous privilégions. L'examen de notre itinéraire dans ce domaine nous confirme que nous sommes sur la bonne voie. Reste qu'il faut continuer de se questionner, de réfléchir, d'essayer de nouvelles choses, d'évaluer, de remettre en question. Pour ce faire, il faut accepter de vivre dans l'insécurité et mettre l'efficacité de côté pour y aller à tâtons.

Souhaitons que nous trouvions le courage nécessaire pour continuer de le faire et pour affirmer haut et fort qu'il faut soutenir la formation issue des milieux communautaires, même si tout n'y est pas fait en totale conformité avec les formes et les normes de l'éducation formelle.

1. Voir à ce sujet l'enquête *Les pratiques et les besoins de formation en action communautaire* du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire, Montréal, 2000, 108 pages.

2. Voir le texte à la page 56.

3. Voir la liste des titres de la série ci-dessous.

4. En 1994, l'arrivée de Jean Garon au ministère de l'Éducation conduit à l'augmentation de l'enveloppe du PSAPA (Programme de soutien à l'alphabétisation populaire autonome). Elle sera doublée, mais une bonne partie des nouvelles sommes devront servir à la création de nouveaux groupes d'alphabétisation, principalement dans des régions où il y en a peu ou pas du tout. Ainsi, 39 nouveaux groupes seront créés, et le RGPAQ offrira son soutien dans leur mise en place. Près de 30 de ces

nouveaux groupes deviendront membres du Regroupement, qui en comptait auparavant 45.

5. Le RGPAQ exerce ses activités avec l'appui de comités de travail. Le Comité développement des pratiques travaille à la consolidation et au développement des pratiques ; en ce sens, il mène des réflexions sur les besoins de formation, sur les pratiques d'alphabétisation populaire et sur le soutien à y apporter. Il voit à la mise en œuvre des objectifs du plan stratégique concernant ces questions. Le Comité voit également à la préparation et à la réalisation d'actions pour l'avancement du dossier. Il assure la circulation de l'information auprès des membres en ce qui concerne les pratiques d'alphabétisation populaire.

Les publications réalisées par le RGPAQ, en plus des rapports et comptes rendus de toutes sortes

La revue *Le Monde alphabétique*

- N° 1 La métacognition (épuisé)
- N° 2 Rendre la lecture « plus facile »
- N° 3 Où en est l'alphabétisation conscientisante au Québec ?
- N° 4 Les femmes et l'alphabétisation
- N° 5 Alphabétisation populaire et emploi...
- N° 6 Dossier sur les mathématiques
- N° 7 Le point sur l'alphabétisation populaire en 1995
- N° 8 Quinze ans de vie associative
- N° 9 Pourquoi y a-t-il encore des personnes analphabètes en 1997 ?
- N° 10 Citoyenneté
- N° 11 Les personnes analphabètes imaginent l'an 2000
- N° 12 Les personnes immigrantes et l'alphabétisation populaire

La série *Un visa pour l'alpha pop*

- N° 1 Animation et alphabétisation (François Soucisse)
- N° 2 Les personnes analphabètes et l'apprentissage (Michèle Dupuis)
- N° 3 Approches et méthodes (Françoise Lefebvre)
- N° 4 Comment créer (Michelle Saunier)
- N° 5 Le langage intégré (Guy Boudreau)
- N° 6 L'évaluation des apprentissages en alpha populaire (Franklin Midy)
- N° 7 La sauce... à calculer (vidéo produit en collaboration avec le Service aux collectivités de l'UQAM)
- N° 8 Agir ensemble démocratiquement (Réjean Mathieu)
- N° 9 Mathématiques au quotidien (Francine Loignon et autres)

- *Le livre de l'Année internationale de l'alphabétisation*
- *Alphabétisation populaire, emploi, et après* (Françoise Lefebvre)
- *Passeport pour l'alphabétisation populaire*
- *Le matériel didactique en alphabétisation* (Serge Wagner)
- *Catalogue des productions du RGPAQ et de ses groupes membres*
- *Les personnes peu scolarisées et l'emploi* (Denis Ross)
- *Prévenir l'analphabétisme... répertoire d'activités*

Journal d'un classeur populaire

Le RGPAQ n'a pas à se vanter du
piteux état de ses archives. Vingt
ans de papiers de toutes sortes
qui s'accumulent dans des boîtes,
parfois tellement chargées
qu'elles s'effondrent ! Difficile
de retracer la petite histoire
dans ces conditions !

Mais, imaginez-vous, on a retrouvé
un journal qui date des tout
premiers débuts du RGPAQ, rédigé
d'une main un peu maladroite...
Même s'il est dans un état de
décomposition avancée, certaines
pages ont pu être déchiffrées.
Nous vous en livrons des extraits
en souhaitant que certaines,
certains y retrouvent de vieux
souvenirs !

Novembre 1982

Ça y est, c'est mon tour, on m'a
choisi ! J'ai été adopté... Eh,
doucement, pas besoin de me
secouer comme un prunier !

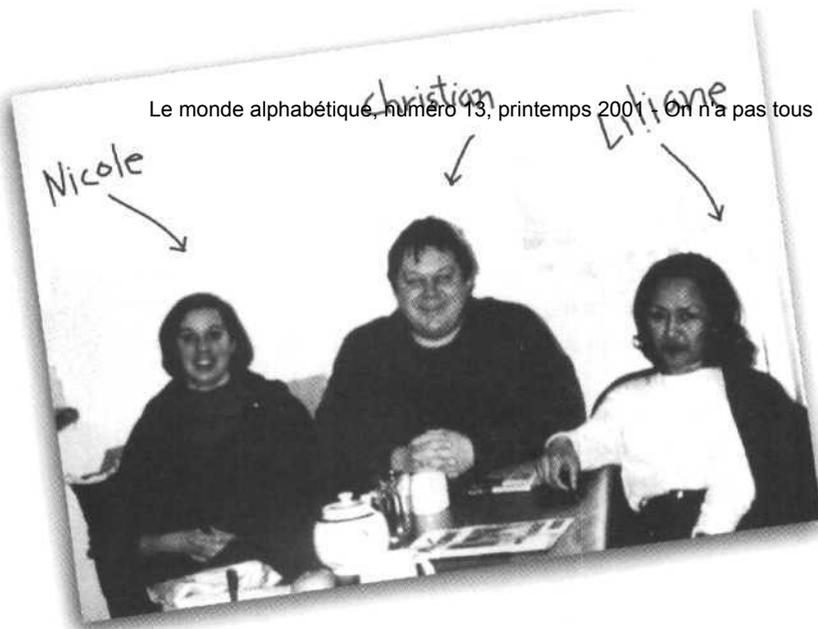
Quel drôle d'endroit ! Ah, de
grandes fenêtres, une drôle de
table, avec des... lumières ? Ça
sent la cire chaude, heureuse-
ment que je suis à l'épreuve du
feu, moi. Elle met de la cire sur
le papier, mais ça va tout coller !
Elle a l'air bien fière de son coup,
cette Sylvie !

Les journées sont souvent
longues, y a pas beaucoup de
monde ici. Juste Nicole et Sylvie.
Des fois, y a de la visite, alors là
ça parle, ça parle et puis après
on ouvre les tiroirs, ferme les ti-
roirs. Moi, ça me fait prendre un
peu d'air.

Janvier 1983

Tiens, d'autre visite : Bernard et
Daniel. Eux, ils sont tout proches,
ils arrivent pas de bottes, pas de
manteau, rien. Ça parle de livres,
de documentation, de centre po-
pulaire.

Bon, Nicole a encore le nez
dans l'tiroir ! Tiens, elle s'amuse
avec une sorte de machine à écrire,
une machine avec un fil, ça fait
du bruit ! Elle l'appelle son
Ibéaïme.



Novembre 1984

Ouf, je respire ! Quand on me laisse un tiroir ouvert, ça m'aère un peu... Ils ne s'en rendent pas compte mais leurs papiers, c'est plein de poussière ! Mais, mais... on est en train de vider le tiroir ! On dirait, on dirait qu'on déménage... moi qui ai des problèmes d'adaptation... oh là là !

Mars 1985

Comment ça qu'on joue dans mes tiroirs un samedi ! Ils sont plusieurs, ça fait du bruit... On dirait qu'ils préparent une rencontre, une Grande Rencontre à part ça. Il y a des gens que je n'ai jamais vus ici... ça a l'air compliqué leur travail. Ils ont l'air en retard... ils s'énervent, ils cherchent de l'argent. Ils parlent toujours du mois de mai à Québec... Qu'est-ce qu'il a de spécial ce mois de mai ? À Montréal, le printemps est beau ; pourquoi aller à Québec ?

Mars 1986

C'est drôle, y en a une qui se laisse pousser le ventre ! Drôle d'idée, déjà qu'il n'y a pas beaucoup de place pour passer quand

je suis ouvert... Elles n'arrêtent pas de prendre des papiers dans les tiroirs pour les mettre dans des caisses. Ça, c'est bien Louise avec ses caisses ! Mais où est-ce qu'elles s'en vont ? Jouvence, qu'est-ce que c'est ça ? Elles vont faire une cure ? Non, c'est plutôt un congrès ! Oui, c'est ça, un congrès d'orientation. À les voir aller, on dirait bien que c'est leur premier !

Le 8 septembre 1989
Personne dans le bureau. Tout le monde est encore à Québec ! Ah, comme j'aimerais voir du pays, moi aussi, mais ça me fait du bien d'être seul parce que ces derniers temps, il y a une vraie tornade dans le bureau ! Il commence à y avoir pas mal de monde ici. Faudrait pousser un peu les murs. Tout le monde parle de l'AI. Ça a l'air bien important une AI... Surtout que, cette fois-ci, ils sont en avance... Y a une histoire de grand livre... je l'ai jamais vu parce qu'il ne rentre même pas dans mes tiroirs tellement il est grand !

Mars 1990

Ciel, un homme fouille dans mes tiroirs ! Il dit qu'il travaille pour La Fondation... encore une

nouvelle affaire qui va faire bien du papier ! Evidemment, on ne me l'a pas présenté ! Son nom ressemble à Jean Haut-Bain...

Septembre 1990

Ça y est, on vient de me tasser. Mais qu'est-ce qui se passe ? On dirait qu'on joue aux quilles en haut ! Tout un branle-bas : on s'étend à ce que je vois ! Il y a des nouvelles au troisième ! Moi qui ai peur des hauteurs, j'espère qu'on ne va pas me jucher là-haut ! Tiens, on dirait que Louise se prépare à partir...

Le 15 décembre 1990

L'AI, c'est fini ! Ben non, c'est juste pour rire, on commence la décennie de l'alpha... ! Y a une p'tite rousse qui a pris la place de Louise.

Juin 1992

Un deuxième congrès d'orientation : j'ai entendu dire qu'ils étaient sur la piste des dinosaures... Vérités et mensonges au programme...

Le 5 novembre 1992

Encore des papiers ! Cette fois, ça parle beaucoup des... membres de la révision ou de la révision des membres ? Ils m'embrouillent tellement, des fois...





Juin 1993

Tiens, on fait dans la construction... ça parle de plate-forme, de cadre...

Le 29 octobre 1993

Il paraît qu'il y a 40 membres... je me demande comment ça s'agence pour former un ensemble ? La fameuse révision leur cause des problèmes, en tout cas...

Juin 1995

On dirait qu'ils sont allés à la plage, mais à contrecœur parce qu'ils n'ont même pas eu le temps de se mettre le gros orteil à l'eau. Les dossiers sont pleins de sable... Ah ! non, c'est moi maintenant qui va se gratter toute la nuit !

Le 23 novembre 1995

Pauvre Christian ! Il a la bouche toute croche à force de parler vite...

Le 10 février 1996

Ououououlàlà, ce qu'ils ont l'air énervés... J'entends parler sans cesse d'un gars rond, qui devrait venir les rencontrer. En tout cas, je trouve que s'il est si important que ça, faudrait qu'ils pensent à faire du ménage ici-dedans.

Juin 1996

Y a un anniversaire dans l'air : 15 ans, ça vous a un parfum d'adolescence... On dirait qu'ils organisent une parade de mode... y a des t-shirts partout ! Y en a même une qui veut en faire l'exportation au Togo...

Juin 1997

Y a de l'électricité dans l'air ! Ça n'arrête pas de parler d'un plan de la Trinité... non ! de la Triennale, des objectifs triennaux ! Non mais, qu'est-ce qu'ils ont encore inventé !

Octobre 1997

Il me semble que, tout à coup, il y a beaucoup plus de papier, plus de sonneries. Coudonc, on serait-tu en train d'enfler ? Aie, je ne vois plus le beau grand Martin...

Décembre 1997

Ça faisait longtemps que j'avais pas vu de ventre pousser ; celui-là est bien petit quand même ! Et puis Lilianne qui se remet au tricot !

Le 22 juin 1998

Enfin, quelqu'un pense à passer un plumeau sur mon dos ! Mais, mais, oh ! non, tout se remet à bouger. J'ai le vertige. Attention aux escaliers, les gars... me laissez pas tomber !

Le 27 juin 1998

Tiens, on pense à moi, c'est pas trop tôt ! Ouvre-moi donc au

complet, tant qu'à y être... que j'y voie quelque chose ! Je suis pas mal perdu ! Ouille, mais comme il fait clair ici ! Y a des fenêtres partout ! Aie, non, ne fermez pas le tiroir, il fait si noir ! Lâchez-moi avec les accidents de travail !

Le 4 octobre 1998

En v'là une qui s'énerve pas facilement (ça va leur faire du bien !). Elle arrive d'Afrique avec son assurance tranquille.



Le 12 avril 1999

J'sais pas si c'est l'effet du printemps, mais y a deux p'tites jeunes qui sont arrivées en même temps. Une dans le genre Nathalie pis une p'tite Rachel.

Le 27 avril 1999

On dirait que ça va mal. Mais cessez d'ouvrir mes tiroirs sans arrêt ! Quelle fébrilité ! On dirait qu'ils ne savent pas ce qu'ils cherchent. Ah ! mais il manque quelqu'un, ce sont ses papiers qu'on cherche... ça peut être long : elle n'est pas très en ordre et depuis le temps qu'elle en empile là-dedans, ils sont peut-être mieux d'attendre qu'elle revienne...





Le monde alphabétique, numéro 13, printemps 2001 - On n'a pas tous les jours 20 ans ! - RGPAQ

Le 12 mars 2000

Il me semble que l'espace s'est agrandi... il y a des figures que je n'ai pas vues depuis longtemps... On dirait bien que Marie-Hélène est partie pour de bon...

Le 16 mai 2000

Ici, en tout cas, c'est pas la poussière qui traîne longtemps... N'empêche que j'ai trouvé du chili sur ma troisième poignée... Y en a qui devraient mettre leur grain de sel ailleurs !

Le 21 août 2000

Encore une nouvelle face ! Et puis une qui est revenue à sa taille, mais pas à la même place !... Bientôt, on va manquer d'espace, pis, moi je ne veux plus bouger d'ici ! La tremblotte du dernier déménagement a bien failli en finir avec mes coulisses et mes tiroirs ! Ah ! mais voilà un compatriote... on partage l'espace avec le comptable ! C'est pas croyable la quantité de papiers qu'il brasse, André ! Heureusement qu'il a son propre classeur !

Le 5 novembre 1999

Ouf, on vient de se rappeler que je sers à quelque chose ! Tiens, ça fait longtemps que je l'avais pas entendue celle-là. Pourtant, je lui ai pas vu le ventre pousser... En tout cas, là, je vais pouvoir recommencer à jeter un coup d'œil autour.

Le 12 janvier 2000

Tiens, une nouvelle face... elle a l'air à son affaire ; y a plus rien qui traîne ! C'est elle, la nouvelle voix du téléphone ; elle a l'air ben gentille ! On dirait que le gros ventre de Rachel est parti... mais celui de Marie-Hélène se remet à pousser. Ah, elle aussi va sûrement partir puis revenir... Y a une espèce de plante qui se meurt sur mon dos... Comment ça se fait que personne y pense ?

Le 14 février 2000

Tiens, un nouvel accent dans le bureau. C'est un accent aigu qu'elle a cette Cricri parce qu'elle n'a pas l'air de badiner avec les fautes... Mes papiers sont tout barbouillés de rouge ! Non mais, attends un peu que je lui dise ma façon de penser...

Octobre 2000

Je pense qu'on vient de découvrir ma cachette ! C'est en faisant le grand ménage qu'ils ont trouvé mon journal : paraît qu'ils ont besoin d'un nouvel espace, calme, à l'abri du bruit et des distractions... C'est vrai qu'avec le nouveau bureau de Brigitte, y aurait pas eu de place pour trois là-dedans ! Mais de là à choisir ce racoin... Y en a vrai-

Les adresses du RGPAQ au fil du temps

- 1475, rue Bourbonnière (de 1981 à 1982)
- 3575, boul. Saint-Laurent, 8^e étage (de 1982 à 1984)
- 5040, boul. Saint-Laurent (de 1984 à 1998)
- 2120, rue Sherbrooke Est, bureau 302 (depuis 1998)

ment qui aime la vie dure ! Y a que des boîtes, du papier et de la poussière là-dedans. Aie, pourquoi le ranger dans un sachet ?



Ainsi donc, je lègue à la nation alphabétique ces modestes réflexions en espérant que d'autres prendront le crayon pour poursuivre ce feuilleton populaire et, ainsi, faire découvrir l'une des faces cachées du RGPAQ.

Un quatre tiroirs qui préfère garder l'anonymat...



Album de famille

Les alliés de toujours

L'Association des organismes volontaires d'éducation populaire (maintenant le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec ou MEPACQ) et l'Institut canadien d'éducation des adultes ou ICEA.



La première équipe permanente

En octobre 1982, Nicole Lachapelle, l'actuelle coordonnatrice du Regroupement, et Sylvie Roche sont embauchées. La première accomplira les tâches relatives aux finances et au secrétariat et la seconde sera en charge du soutien aux groupes et des communications. Un an plus tard, à l'automne 1983, Louise Miller se joint à l'équipe. Elle aura pour mandat d'éditer le bulletin de liaison des groupes, *Alpha-pop* (publié 4 fois par année, il peut avoir jusqu'à 60 pages et comporter quelques annexes !), et de s'occuper des dossiers financement et politique.





Les groupes fondateurs

- Le Centre N A Rive
- L'Arbralettre (maintenant le Cép de l'Estrie)
- Le Centre portugais de référence et de promotion sociale (maintenant le Centre d'action socio-communautaire de Montréal)
- Le Centre éducatif des Haïtiens de Montréal
- La Maison d'Haïti
- Atelier Alpha (maintenant le Regroupement des assistés sociaux du Joliette métropolitain)
- La Coopérative des services multiples de Lanaudière
- Le Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles
- Le Tour de lire
- Le Collectif d'alphabétisation des détenus
- Le Centre d'alphabétisation de Jonquière
- Un Mondalire



Le premier COCOA

(Comité de coordination en alphabétisation)

- Adeline Chancy, de La Maison d'Haïti
- Danielle Cloutier, du Tour de lire
- Yvan Comeau, de la Coopérative des services multiples de Lanaudière
- Micheline Laperrière, du Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles
- Louise Miller, du Collectif d'alphabétisation des détenus

Les militantes et les militants de la première heure

René Boucher, de L'Arbralettre (maintenant le Cép de l'Estrie) ; Michel Leduc, d'Un Mondalire ; René Soler, du Centre NA Rive ; Lisette Trudel, d'Un Mondalire ; Serge Wagner, du Collectif d'alphabétisation des détenus.



ABITIBI-TEMISCAMINGUE

ALPHA-TÉMIS

Année de création : 1987

Nous sommes un groupe d'alphabétisation populaire autonome œuvrant dans une région vaste mais à faible densité démographique. Nous sensibilisons les Témiscamiens et Témiscamiennes aux problèmes de l'analphabétisme et nous organisons des ateliers d'alphabétisation dans différents villages du Témiscamingue. Nous rejoignons des adultes de tous les âges, de milieux différents et de niveaux débutant, intermédiaire et avancé. Nos ateliers sont gratuits.

CENTRE DE CROISSANCE D'ABITIBI-OUEST

Année de création : 1984

Cet organisme communautaire autonome vient en aide à tous ceux et celles qui sont analphabètes complets ou fonctionnels. Son principal but est de promouvoir l'alphabétisation sur son territoire, mais il travaille aussi à la réinsertion sociale de ces personnes.

BAS-SAINT-LAURENT

CENTRE ALPHA DES BASQUES

Année de création : 1984

Le Centre offre différentes activités en alphabétisation conscientisante dans les 10 municipalités de son territoire. Il aide la personne peu scolarisée à acquérir les outils nécessaires à son développement et à son intégration sociale. Le Centre est membre actif du RGPAQ depuis 15 ans.

CENTRE-DU-QUÉBEC

ALPHA-NICOLET

Année de création : 1984

Pour nous, la valorisation des participants et des participantes est de première importance. Leur plus grande confiance en eux a permis à l'organisme de produire, à partir de leurs textes, plusieurs recueils et outils pédagogiques dont chacune, chacun est très fier. La prévention de l'analphabétisme nous tient aussi à cœur : diverses activités touchant à la fois les parents et leurs jeunes enfants ont été mises sur pied. Il est parfois difficile de mesurer le chemin parcouru, mais des témoignages comme : « Moi, j'ai appris à me respecter plus, à m'aimer plus, à me sentir mieux avec moi-même » nous font croire en notre mission et nous poussent à continuer.

CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE LA MRC DE BÉCANCOUR

Année de création : 1985

(pour le volet alphabétisation)

Deux formatrices visitent une dizaine de municipalités et donnent des cours à des petits groupes et parfois en individuel à raison de trois heures par semaine. Les apprenants et apprenantes sont invités à venir au point de service pour découvrir Internet, et chaque vendredi, des ateliers d'alphabétisation et d'intégration sociale sont offerts aux personnes ayant une déficience intellectuelle.

LUDOLETTRE

Année de création : 1986

Au fil des ans, Ludolettre est devenu une porte d'entrée pour la communauté rurale, un milieu de vie en mesure de répondre aux besoins des gens peu scolarisés. Des projets avant-gardistes tels que la formation à distance et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des communications en alphabétisation reflètent bien le dynamisme et l'engagement des gens qui fréquentent le centre. De plus, l'intervention en milieu familial est au cœur de ses préoccupations.

CHAUDIÈRE-APPALACHES

ABC DES HAUTS PLATEAUX MONTMAGNY-L'ISLET INC.

Année de création : 1995

Nous servons 15 municipalités réparties dans deux MRC (municipalités régionales de comté). Étant en milieu rural, les formatrices se déplacent pour donner des ateliers à une clientèle très diversifiée : jeunes familles (acquisition des compétences parentales), adolescents et adolescentes (cheminement particulier), personnes ayant des problèmes de santé mentale ou des déficiences physiques ou intellectuelles, personnes inscrites à la mesure Alphabétisation — implication sociale et personnes âgées (centre de jour).

ABC LOTBINIÈRE

Année de création : 1995

Nous offrons des ateliers en lecture et en écriture à une trentaine de personnes. Depuis un an, nous offrons aussi des ateliers de base en informatique. Notre clientèle est composée de travailleurs et de travailleuses, de personnes à la retraite et de prestataires de l'aide sociale. Nos ateliers se modifient selon les besoins de chacun et de chacune et comprennent un petit nombre de personnes.

ALPHA DES ETCHEMINS

Année de création : 1996

Tout en côtes, en courbes et en forêts, au cœur des Appalaches, notre territoire d'intervention est immense. Depuis les débuts, notre organisme est en constante évolution et nos activités sont de plus en plus diversifiées : alphabétisation, enseignement de compétences parentales, ateliers de raisonnement logique... Nos participants et participantes, l'essence même de l'organisme, ont su tisser des liens entre eux et acquérir un sentiment d'appartenance au groupe. Nous participons activement à la vie communautaire de la région : projet d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture, participation à différentes tables de concertation... Pour tout dire, nous sommes une bien belle « gang ».

ALPHA ENTRAIDE DES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE

Année de création : 1995

Cet organisme à but non lucratif a pour mission d'offrir gratuitement des services d'alphabétisation (français et mathématiques de base) à des adultes de 16 ans et plus, et ce, sur tout le territoire de la MRC des Chutes-de-la-Chaudière. De plus, il offre des cours d'informatique.

CENTRE D'ALPHABÉTISATION POPULAIRE DE BEAUCHE

Année de création : 1995

Il nous a fallu beaucoup de patience pour mettre sur pied notre centre et le faire connaître. Nous avons bien essayé d'offrir beaucoup avec peu, mais nous avons fait moins que prévu. Nous avons réellement commencé à grandir lorsque nos ressources financières ont été augmentées, ce qui nous a permis d'engager une personne en permanence. Notre essor s'est poursuivi depuis.

CLÉS EN MAIN

Année de création : 1996

Notre groupe couvre la région de l'Islet-Nord (neuf paroisses). Nous donnons des ateliers d'alphabétisation au local central ou dans des locaux offerts par des organismes des municipalités environnantes (un centre de jour et une entreprise). Des ateliers d'initiation à Internet et à l'informatique sont aussi proposés à nos participants et participantes.



GRUPE EN ALPHABÉTISATION MONTMAGNY-NORD

Année de création : 1995

Le groupe offre des ateliers de lecture, d'écriture et de calcul ainsi que des ateliers de raisonnement logique et thématiques (géographie, impôt, etc.). Les interventions pédagogiques sont respectueuses des besoins et des caractéristiques des adultes. Elles visent aussi à contribuer à l'acquisition d'une autonomie d'action et de pensée nécessaires à la pratique éclairée de la citoyenneté. À cela s'ajoutent des recherches, des publications et des actions dans la région de Chaudière-Appalaches et à Montmagny pour améliorer les pratiques d'alphabétisation populaire et en promouvoir les services, défendre les droits des adultes peu ou pas scolarisés et provoquer des débats et des réflexions.

LA CLÉ DE L'ALPHA

Année de création : 1995

Notre groupe se compose de femmes et d'hommes qui ont envie de sortir de l'anonymat et d'aller de l'avant. Ensemble, nous suivons divers ateliers (lecture, écriture, calcul) et nous mettons en pratique les acquis, par exemple aller au guichet automatique et échanger des recettes de cuisine.

CÔTE-NORD

LIRA INC.

Année de création : 1984

Depuis trois ans, le groupe a mis en place une formation sur mesure destinée aux Innus et donnée dans deux points de service, ce qui a consolidé son implantation dans le milieu. Il offre également de la formation de base aux non-autochtones ainsi que des cours d'immersion française.

POPCO INC.

Année de création : 1980

Au début, les activités du groupe se déroulaient dans une salle ouverte partagée par d'autres organismes communautaires. Popco donnait un peu de formation, mais son action se situait surtout en développement de la créativité afin d'aider les gens à acquérir de la confiance et à accroître leur potentiel. À la fin des années 80, il accueillait son premier groupe d'apprenants et d'apprenantes. Aujourd'hui, le groupe offre en plus une formation de base en milieu de travail, un service d'aide à l'emploi (en collaboration avec le centre local d'emploi) ainsi qu'un service d'accès communautaire (carrefour Internet), ce qui s'inscrit dans sa mission d'alphabétisation et d'éducation populaires. Au fait, savez-vous ce que signifie *Popco* ? *Pop* signifie « population » et *co*, « collabore », donnant ainsi « La population collabore ».



ESTRIE

CEP DE L'ESTRIE

Année de création : 1979

Deux groupes de travailleurs et de travailleuses, un groupe de personnes immigrantes et trois groupes de gens sans emploi suivent présentement des ateliers d'alphabétisation à raison de 6 à 30 heures par semaine. Les adultes qui souhaitent participer à un programme d'insertion sociale ou d'employabilité ont accès à une aide financière de la part d'Emploi-Québec¹.

GASPÉSIE — ÎLES-DE-LA-MADELEINE

COLLECTIF PLEIN DE BON SENS

Année de création : 1995

Avoir une bonne maîtrise du français et des mathématiques de base, c'est non seulement essentiel pour bien fonctionner dans un monde de haut savoir, mais ça l'est aussi pour exercer ses droits et devoirs de citoyen et citoyenne. Voilà ce que le Collectif offre à toutes les personnes de la Baie-des-Chaleurs qui veulent profiter de ses services gratuitement. L'éducation et l'alphabétisation populaire, ça change le monde !

DÉVELOPPEMENT

COMMUNAUTAIRE UNÎLE INC.

Année de création : 1996

Il s'agit du seul groupe populaire en alphabétisation aux îles-de-la-Madeleine. Nous sommes situés à Havre-Aubert, soit à l'extrémité ouest des îles. Nous offrons plusieurs ateliers à une clientèle variée et nous travaillons à partir des besoins exprimés par la population.

LE POUVOIR DES MOTS

Année de création : 1998

Encore en phase de structuration, nous comptons peu de participants et de participantes. Mais nous continuons de grandir, et tout porte à croire que nous serons là pour longtemps.

LANAUDIÈRE

ABC DES MANOIRS

Année de création : 1983

Situé à Terrebonne, notre groupe est le seul organisme de la MRC des Moulins. Notre dynamique équipe travaille avec un grand nombre de participantes et de participants, dont l'un siège au C.A. Les ateliers sont très variés, et deux projets de théâtre ont fait émerger des talents insoupçonnés et ont été source de grande valorisation. Nos bénévoles occupent une place importante au C.A. ainsi que dans les ateliers et les activités. Nous sommes fières de faire partie du RGPAQ et lui souhaitons bon anniversaire.

AU BORD DES MOTS

Année de création : 1995

Situé au bord de notre beau fleuve Saint-Laurent, le groupe entreprend sa cinquième année d'intervention auprès des personnes qui éprouvent des difficultés en lecture, en écriture et en calcul. En plus d'apprendre, celles-ci découvrent... l'informatique, la navigation sur Internet, leurs aptitudes, leurs compétences, de nouveaux amis, et beaucoup plus !

DÉCLIC

Année de création : 1982

Lorsqu'ils assistent à des ateliers à Berthierville, à Saint-Gabriel et à Saint-Barthélemy, un « dé clic » se fait pour les participants et les participantes ! Dé clic, c'est aussi les comités Journal et Alphacuisine ainsi que plusieurs autres projets : en prévention, nous offrons, en collaboration avec les organismes communautaires et les institutions, des activités pour les parents ayant des enfants au primaire ; en sensibilisation, nous organisons, de concert avec des groupes d'alphabétisation de la région, différentes activités, dont le concours Une histoire à terminer. De plus, nous menons des actions pour diminuer l'exclusion des adultes peu scolarisés en ce qui concerne le travail et leur proposons une formation.

REGROUPEMENT DES ASSISTÉS SOCIAUX DU JULIETTE MÉTROPOLITAIN (RASJM)

Année de création : 1973

L'histoire s'y écrit tous les jours, avec une pensée pour le premier noyau de personnes assistées sociales qui, dans une volonté d'améliorer leur qualité de vie, se sont donné des objectifs d'éducation et d'entraide. L'histoire continue de s'écrire dans des ateliers d'alphabétisation et en défense des droits, grâce à des femmes et des hommes en démarche d'alphabétisation, engagés sur tous les plans dans l'organisme, et à des bénévoles qui occupent une place pleine et entière.

LAURENTIDES

LA GRIFFE D'ALPHA

Année de création : 1996

Le participant et la participante sont au cœur de la pédagogie. Nous nous adaptons aux besoins de la clientèle et composons avec les nouvelles technologies, ce qui veut dire que nous offrons des cours d'initiation à Internet et d'informatique. De plus, nous proposons un cours dont l'objectif est d'augmenter le temps de formation de certaines personnes afin qu'elles acquièrent plus d'autonomie et d'estime de soi. Comme le recrutement est parfois difficile auprès de la clientèle analphabète, nous offrons de l'aide à la population peu scolarisée de la région pour remplir des formulaires. De cette façon, nous faisons la promotion de nos services tout en favorisant le recrutement d'adultes et en démystifiant l'analphabétisme.

**LA MAISON DES MOTS
DES BASSES-LAURENTIDES**

Année de création : 1995

La Maison des mots se distingue surtout par le dynamisme de son équipe. C'est un organisme toujours en mouvement, où tous et toutes apprennent à se dépasser. La créativité, la mise en commun des forces et l'humour sont toujours de mise chez nous, ce qui nous permet de passer à travers bien des tempêtes. Les participants et les participantes emboîtent le pas à l'équipe et font l'expérience de l'entraide, de l'ouverture et de la bonne humeur.

LA MAISON POPULAIRE

Année de création : 1989

Nous offrons des services d'alphabétisation familiale, de soutien à la réussite scolaire, de défense des droits des parents ayant des enfants à l'école, de défense des droits individuels et collectifs et d'aide pour remplir des formulaires. Un nouveau service vient de s'ajouter : la défense des droits des personnes assistées sociales. Nous exploitons une librairie de livres usagés, La Maison du livre, où, en plus de l'achat et de la vente, nous commandons des livres spéciaux.

LE COIN ALPHA

Année de création : 1996

Une belle histoire qui dure depuis cinq ans. Ce groupe d'alphabétisation populaire, c'est d'abord... des apprenants et des apprenantes de tous âges, milieux et nationalités qui ont le courage et la volonté d'apprendre. C'est aussi un lieu d'apprentissage de la lecture, de l'écriture, du calcul, peu importe le niveau de difficulté, des ateliers en petits groupes qui respectent la personne dans ce qu'elle vit, des projets personnalisés : club de lecture, visites d'expositions, fréquentation des bibliothèques, discussions et actions concernant des sujets importants (la consommation, etc.). Enfin, c'est une équipe de travailleuses et de bénévoles à l'écoute des gens et une étroite collaboration avec les organismes des milieux communautaire et social.

LAVAL

**AU FIL DES MOTS
DE SAINT-FRANÇOIS**

Année de création : 1995

Cet organisme d'alphabétisation populaire offre des ateliers de lecture, d'écriture et de calcul dans l'est de la municipalité (à Saint-François, Saint-Vincent-de-Paul, Vimont et Auteuil). Une partie de ses services s'adressent aux personnes ayant des incapacités intellectuelles ou physiques. Il propose également des ateliers de francisation.

**AU JARDIN DE LA
FAMILLE DE FABREVILLE**

Année de création : 1995

Nous offrons des ateliers d'alphabétisation populaire aux adultes de 18 à 77 ans. Chacun et chacune y travaille à son rythme à l'intérieur de petits groupes où sont abordés des thèmes comme la santé, l'alimentation, le budget, les jeux, la cuisine collective...

GROUPE ALPHA LAVAL

Année de création : 1995

Améliorer la qualité de vie des personnes peu à l'aise avec l'écrit des quartiers Centre-Sud de Laval, telle est notre mission. Nous intervenons sous cinq volets : ateliers d'apprentissage, sensibilisation, communauté, employabilité et prévention.

MAURICIE

**CENTRE D'ACTIVITÉS
POPULAIRES ET
ÉDUCATIVES (CAPE)**

Année de création : 1996

Le CAPE est de la dernière cuvée des organismes subventionnés par le Programme de soutien à l'alphabétisation populaire autonome. Situé en Haute-Mauricie, il reçoit une clientèle aussi bien allochtone qu'autochtone. Présent dans son milieu, il collabore avec les organisations communautaires latuquoises pour le mieux-être de la population. Le CAPE s'inscrit dans la philosophie de l'éducation populaire et travaille dans le respect des différences.

**CENTRE D'ÉDUCATION
POPULAIRE POINTE DU-LAC**

Année de création : 1991

Notre centre a 10 ans. Dix ans de pratique en éducation populaire, d'activités et de programmes divers : alphabétisation, ateliers-soleil (pour préparer les enfants de deux à cinq ans à leur entrée à la maternelle), aide aux devoirs et leçons, cafés-rencontres hommes, cafés-rencontres femmes, cuisines collectives, ateliers de sensibilisation sur des thèmes d'actualité, éveil à la lecture, pour ne nommer que ceux-là. En plus de travailler avec les personnes analphabètes et les familles, nous faisons de la représentation auprès des instances communautaires régionales et nationales pour promouvoir l'éducation populaire.

COMSEP

Année de création : 1986

Cet organisme communautaire a pour principale mission de regrouper les gens peu scolarisés du Grand Trois-Rivières et de les accompagner dans leurs démarches pour améliorer leurs conditions de vie. Pour y arriver, COMSEP travaille à partir de quatre axes : social, économique, politique et culturel. Pour actualiser ses objectifs, l'organisme a créé plusieurs activités en alphabétisation populaire, en éducation populaire et en intégration à l'emploi.

EBYÛN

Année de création : 1989

(pour le volet alphabétisation)

L'organisme doit son nom à son fondateur, un prêtre très engagé dans la communauté, l'abbé Denis Gervais. Ebyûn (psaume 145) signifie « les accablés qui se relèvent » et désigne donc les personnes qui ont vécu ou vivent de grandes difficultés (pauvreté, toxicomanie, violence, problèmes de santé mentale et physique, etc.) et qui lentement se reprennent en main, s'en sortent. Chaque année, de 35 à 40 personnes participent aux ateliers d'alphabétisation, de mathématiques et d'engagement social (logement, démocratie municipale, budget, solidarité internationale, etc.) ainsi qu'à diverses manifestations contre la pauvreté.

LA CITE DES MOTS

Année de création : 1996

Ce centre d'alphabétisation et d'éducation populaires autonomes du Centre-de-la-Mauricie sert une quinzaine de municipalités. Il offre des ateliers de français obligatoires qui donnent accès aux autres ateliers : calcul, informatique, Internet et éducation populaire. Ses animateurs et animatrices se déplacent occasionnellement pour donner de la formation sur mesure dans des groupes communautaires.

**LA CLÉ EN ÉDUCATION
POPULAIRE DE LA MRC DE MASKINONGÉ**

Année de création : 1992

Vous pouvez fréquenter la Clé pour plusieurs raisons. D'abord pour assister à des ateliers d'alphabétisation et, occasionnellement, à des conférences. Ensuite, pour suivre des ateliers d'ordinateur, de plus en plus populaires, où il est possible à la fois de s'initier à l'ordinateur et d'apprendre le français par ce moyen novateur. Le volet implication sociale, non moins important, permet aux gens de participer à des comités (C.A., tri et distribution de nourriture dans un autre organisme, etc.). Enfin, nous offrons des ateliers de prévention aux jeunes du primaire, dont l'aide aux devoirs et aux leçons, et, nouvellement, des collations santé 2 fois par semaine à 170 élèves (projet « l'École » lation porte fruits).

MONTRÉGIE

**AIDE PÉDAGOGIQUE AUX ADULTES ET
AUX JEUNES (APAJ)**

Année de création : 1996

Notre organisme d'alphabétisation populaire vise à aider les jeunes et les adultes à mieux lire et écrire. Nos ateliers, donnés par des formateurs, formatrices et bénévoles expérimentés, respectent le rythme d'apprentissage des participants et des participantes et favorisent un contact social enrichissant. Diverses activités thématiques sont aussi offertes, telles que la création de cartes de vœux et l'utilisation de l'informatique.

COMQUAT INC.**Année de création : 1984**

Organisme communautaire en alphabétisation, le groupe a comme objectif premier de favoriser l'autonomie des personnes et leur participation sociale. Comquat a mis sur pied plusieurs services pour faciliter l'apprentissage des éléments de la communication : ateliers d'écriture, de lecture et de calcul, alphabétisation pour la famille, atelier de francisation et d'anglais et ateliers de prévention du décrochage scolaire. À Comquat, les participants et participantes prennent part aux activités d'apprentissage à la vie communautaire et réalisent ainsi leurs objectifs.

LA BOÎTE À LETTRES**Année de création : 1983**

Nous travaillons avec des jeunes adultes de 16 à 25 ans de la Rive-Sud de Montréal dans une perspective d'éducation populaire et de lutte à la pauvreté. Nous offrons un milieu de vie leur permettant de renouer avec leur apprentissage, de s'initier à la vie associative et démocratique et de se prendre en charge, entre autres par un suivi psychosocial individuel. La Boîte à lettres, c'est aussi un lieu de recherche visant l'amélioration des pratiques d'alphabétisation ainsi que la production de matériel pédagogique innovateur et adapté à la réalité des jeunes.

LA CLÉ DES MOTS**Année de création : 1984**

Le grain creva, noyant tout... du bureau à la cuisine... (1x)... (2x)... (3x)... De son deuxième perché, nous accédons à la CLÉ DES MOTS, rebaptisée LA CLÉ DANS L'EAU, par un escalier « colimaçoné ». Depuis le printemps 2001, LA CLÉ DANS L'EAU a repris ses lettres de noblesse ; LA CLÉ DES MOTS, elle, a déménagé ! Toiture en bon état et premier plancher, elle peut enfin recevoir les personnes ayant un handicap physique ou les personnes âgées qui, jadis, ne pouvaient pas gravir son escalier.

LA PORTE OUVERTE**Année de création : 1984**

La Porte ouverte a fait du chemin depuis ses débuts. À l'origine, l'intervention de l'organisme se limitait à la sensibilisation du public et au recrutement de personnes analphabètes. Aujourd'hui, La Porte ouverte offre des ateliers d'alphabétisation populaire (niveaux débutant, intermédiaire et fonctionnel) et des cours de français langue seconde aux personnes immigrantes de la région du Haut-Richelieu. L'organisme exploite aussi un centre de livres usagés dont l'objectif est de rendre la lecture accessible au plus grand nombre de personnes possible dans le but de prévenir l'analphabétisme. La Porte ouverte est membre du RGPAQ depuis 1989.

L'ARDOISE DU BAS-RICHELIEU**Année de création : 1996**

En 1995-1996, nous avons 4 inscriptions pour nos ateliers de formation ; en 1996-1997, 16 ; en 2000-2001, près de 60 ! Nous avons publié un cahier d'exercices en lecture et en écriture pour débutants et débutantes et réalisé le film *Les Barrières*. Nous sommes à mettre sur pied une entreprise d'économie sociale avec les participants et les participantes. Mais ce dont nous sommes le plus fiers, c'est d'avoir réussi à donner du pouvoir à des personnes qui n'en avaient plus.

L'ÉCOLE DE LA VIE**Année de création : 1996**

Bientôt cinq chandelles à souffler, en compagnie de parents et d'enfants, dans une maison remplie de rires et de rimes. À l'École de la vie, il y a des idées à entendre, des mots doux à dire et des lettres à lire. Le cœur à l'ouvrage, le cœur sur la main, l'École de la vie est tournée vers demain.

L'ÉCRIT TÔT DE SAINT-HUBERT**Année de création : 1991**

Être non seulement un lieu d'apprentissage de la lecture et de l'écriture, mais aussi un lieu où l'exploration et l'exercice de la citoyenneté sont au cœur des pratiques. Une participante nous a déjà dit : « Aujourd'hui, grâce à L'Écrit Tôt de Saint-Hubert, je sais au moins une chose, que je suis capable d'apprendre et de comprendre ce qui m'entoure. » Voilà pourquoi nous formons UNE BELLE GRANDE FAMILLE.

LE SAC À MOTS**Année de création : 1996**

Le groupe est reconnu à Cowansville pour son action populaire et pour la mise sur pied d'un centre du livre usagé. Il se distingue par son engagement social auprès des personnes peu scolarisées et défavorisées de la ville et de la région.

LES GRANDS DÉBROUILLARDS**Année de création : 1996**

Nous offrons des ateliers d'alphabétisation et de perfectionnement en français. Les participants et les participantes peuvent également s'initier au traitement de textes. Notre organisme est en évolution constante : nous lançons chaque année de nouveaux projets avec la participation de nos membres. Présentement, nous travaillons à mettre sur pied un laboratoire-café Internet. Des services d'aide à la lecture et à l'écriture sont maintenant offerts à la communauté. L'engagement de nos membres, bénévoles, travailleuses et travailleurs contribue à l'essor de notre organisme. Grâce à eux et à elles, nous pourrions atteindre nos objectifs et répondre adéquatement aux besoins en alphabétisation de la région de Valleyfield.

MONTREAL METROPOLITAIN**ATELIER DES LETTRES****Année de création : 1985**

Nous intervenons dans le quartier Centre-Sud. Au fil des années, nous avons participé à l'effort collectif pour diminuer le taux d'analphabétisme. Dans un même élan, nous poursuivons des objectifs tels que la défense des droits des personnes analphabètes et la sensibilisation des intervenants et intervenantes, des élus et de la population. Nous avons fait une percée du côté des écoles primaires pour rejoindre les parents de jeunes enfants. Nous travaillons également à devenir une ressource de premier plan en alphabétisation pour les organismes communautaires de la communauté gaie. Le quartier Centre-Sud est pauvre, mais riche de sa diversité, et à l'Atelier des lettres, nous sommes riches de toutes ces différences.

CARREFOUR D'EDUCATION**POPULAIRE DE POINTE****SAINT-CHARLES****Année de création : 1968**

Ce centre est administré par les gens du quartier Pointe Saint-Charles en fonction de leurs besoins et de leurs intérêts. Par l'information, l'animation, l'action engagée, le Carrefour aide participants et participantes à défendre leurs droits, à améliorer leurs conditions de vie et à exprimer leur vision du monde. En accordant une place de choix à la fête et aux rencontres, il les amène à rompre leur isolement, à mieux accepter l'Autre dans ses différences et à vivre concrètement la solidarité. Depuis toujours, le Carrefour travaille à l'instauration d'une société démocratique, plus juste et plus humaine, où tout le monde, sans exception, pourrait vivre décemment.

CENTRE ALPHA-SOURD**Année de création : 1995**

Notre centre a grandi rapidement grâce à la participation de la communauté sourde. Nous avons une clientèle variée, surtout composée de personnes sans travail ou employées au salaire minimum. Il y a autant de femmes que d'hommes dans nos ateliers, sauf au conseil d'administration, formé uniquement de femmes de la communauté sourde. Tout se fait en langue des signes québécoise (LSQ). Les personnes sourdes sont très enthousiastes, et leur désir d'apprendre est grand. Elles comprennent bien que savoir lire et écrire est la clé de la communication.

**CENTRE D'ACTION
SOCIO-COMMUNAUTAIRE DE MONTRÉAL**
Année de création : 1972

Le Centre a été créé pour aider à contrer les problèmes de mésadaptation sociale, d'exploitation et d'exclusion vécus par un nombre important de membres de la communauté portugaise. Dès ses débuts, il a eu pour objectif la conscientisation, la prise en charge et la promotion sociale des plus démunis des communautés ethnoculturelles. En 1979, des cours d'alphabétisation sont offerts. Ils deviennent vite la pierre angulaire du programme de formation, qui doit aussi favoriser une intégration harmonieuse des individus pour qu'ils deviennent des citoyens à part entière dans la société québécoise. Le CASCOM est devenu au fil des ans un organisme multiservices et multientées où se trouve intégrée l'alphabétisation. Bon anniversaire au RGPAQ !

CENTRE DE LECTURE ET D'ÉCRITURE
Année de création : 1983

Le groupe veut augmenter le niveau d'alphabétisation, informer les personnes analphabètes ou peu scolarisées sur leurs droits et responsabilités, leur faire connaître les ressources du quartier ou d'ailleurs, briser leur isolement et augmenter la solidarité entre elles, en favorisant la circulation de l'information, la prise de parole et la prise de décisions, encourager leur autonomie tout en leur apportant du soutien ainsi que sensibiliser les intervenants et intervenantes d'organismes communautaires, les services gouvernementaux et la population en général à l'analphabétisme et aux droits des personnes analphabètes ou peu scolarisées. Pour atteindre ces objectifs, CLÉ utilise divers moyens : activités de sensibilisation et de recrutement, d'accueil et de référence, ateliers d'alphabétisation en petits groupes et création de matériel didactique adapté aux besoins des personnes.

**CENTRE DE LIAISON POUR L'ÉDUCATION ET
LES RESSOURCES CULTURELLES (CLERC)**
Année de création : 1990

Le CLERC propose des ateliers d'alphabétisation et des services de soutien aux adultes pour faciliter leur accès aux ateliers ou leur retour aux études. Ses services s'adressent aux personnes immigrantes, réfugiées et québécoises. Il a élaboré des approches éducatives adaptées à leurs besoins. Il offre aussi de l'aide aux devoirs aux jeunes du primaire.

**CENTRE HAÏTIEN D'ANIMATION
ET D'INTERVENTIONS SOCIALES (CHAI)**
Année de création : 1983

Cet organisme communautaire travaille, entre autres, en alphabétisation populaire. Situé dans Parc-Extension, un des quartiers multiethniques et défavorisés de Montréal, il rejoint une population immigrante vivant sous le seuil de la pauvreté. Au fil du temps, le CHAI a conçu des ateliers de lecture, d'écriture et de calcul de base. Il a à son actif plusieurs productions et est en train de créer un didacticiel à partir de ses cahiers pour apprenants et apprenantes. Il mettra bientôt sur pied un réseau de distribution pour faire connaître ses productions.

**CENTRE INTERNATIONAL
D'ÉCHANGES CULTURELS (CIEC)**
Année de création : 1991

Notre organisme fait de la francisation et de l'alphabétisation populaire. Il intervient en éducation des adultes ainsi qu'en formation continue et facilite l'échange culturel entre les groupes ethniques pour favoriser leur intégration dans le milieu d'accueil. Nous aidons les personnes qui veulent améliorer leurs conditions de vie et se rattraper sur le plan éducatif. Pour ce faire, nous utilisons plusieurs approches d'intervention : communicative, andragogique, individuelle, conscientisante, fonctionnelle, syllabique et participative. Dans tous les cas, nous privilégions une approche qui facilite l'apprentissage et le développement de l'apprenant ou de l'apprenante, suivant sa réalité et son vécu.

CENTRE N A RIVE
Année de création : 1973

Issu d'une initiative du Bureau de la communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal en 1973 et devenu autonome en 1986, le Centre N A Rive est un organisme à but non lucratif. À partir de 1993, le Centre a greffé autour de l'alphabétisation, son pivot central d'intervention, des programmes de formation socioprofessionnelle qui ont donné lieu à deux ateliers de travail : Pâtés boucan et Boucan d'assiettes, permettant aux apprenantes et apprenants formés en cuisine d'acquiescer de l'expérience en échange d'un travail professionnel et rémunérateur. Enfin, pour favoriser l'arrimage interculturel, il offre des cours de langue créole et de culture haïtienne.

**COMITE D'ÉDUCATION AUX ADULTES
DE LA PETITE-BOURGOGNE ET
DE SAINT-HENRI (CEDA)**
Année de création : 1971

Le CEDA fête cette année son 30^e anniversaire. Né peu de temps après son voisin de Pointe Saint-Charles, cet organisme intervient dans les quartiers du sud-ouest de Montréal. Depuis sa création, plusieurs secteurs d'activité ont été mis sur pied afin de répondre aux nouveaux besoins des quartiers. Cela en fait aujourd'hui un grand centre multisectoriel et multiculturel.

LA JARNIGOINE
Année de création : 1985

Le centre offre des ateliers d'alphabétisation et d'alpha-francisation à temps partiel et de jour à une clientèle majoritairement issue des communautés culturelles, en particulier de la communauté latino-américaine. La Jarnigoine mène aussi un projet d'aide aux devoirs dans une école primaire du quartier.

LA MAISON D'HAÏTI INC.
Année de création : 1972

Le groupe a comme principal objectif de faciliter l'adaptation des personnes d'origine haïtienne à la société d'accueil. Les clientèles visées sont les femmes, les jeunes, les familles et les jeunes mères analphabètes. En plus d'offrir des services d'alphabétisation, le groupe s'occupe d'immigration, d'emploi et de réinsertion des jeunes mères. Il propose également de la formation sur les compétences parentales et de l'aide aux devoirs. Enfin, il fait du travail de rue et de la prévention en matière de décrochage scolaire.

**LES ATELIERS MOT-À-MOT
DU SAC. ANJOU INC.**
Année de création : 1986

Afin de pouvoir offrir des services individualisés à chaque apprenant et apprenante, l'équipe voit à ce que les attentes de l'adulte analphabète soient respectées en adoptant une attitude d'accueil et d'ouverture face aux difficultés et aux malaises. De plus, elle fait en sorte que la démarche d'apprentissage revête un caractère anonyme. La participation aux ateliers doit être volontaire et motivée par le besoin d'apprendre. Cinq types d'ateliers sont offerts : calcul de base, écriture et lecture à la table, écriture et lecture à l'ordinateur, apprentissage du français pour les immigrants et immigrantes et alpha-Internet.

LETTRES EN MAIN
Année de création : 1982

Ce groupe populaire d'alphabétisation intervient dans le quartier Rosemont. Son objectif principal est de combattre l'analphabétisme. Pour ce faire, il offre, entre autres, des ateliers de lecture et d'écriture et s'engage dans la défense des droits des personnes analphabètes. De plus, il se consacre à la conception et à la diffusion de matériel didactique.

TOUR DE LIRE
Année de création : 1980

L'un des membres fondateurs du RGPAQ, le Tour de lire œuvre dans Hochelaga-Maisonneuve, un quartier défavorisé de l'est de la ville. Depuis ses débuts, il travaille activement à diminuer l'analphabétisme et la sous-scolarisation dans le quartier. Il s'emploie aussi à contrer l'exclusion dont sont victimes les personnes analphabètes et peu scolarisées. Le Tour de lire est présentement en pleine mutation. En effet, en plus d'assurer les services de base en alphabétisation, il acquiert une expertise en informatique, en implication sociale ainsi qu'en employabilité et diversifie ses approches afin de mieux lutter contre la marginalisation sociale des personnes peu scolarisées.

UN MONDALIRE**Année de création : 1980**

Un Mondalire, l'un des membres fondateurs du RGPAQ, œuvre depuis 20 ans à Pointe-aux-Trembles (quartier industriel de l'extrême est de la ville). Fonctionnant par petits groupes de une à six personnes, il reçoit des gens de tous âges à des ateliers de lecture, d'écriture, de calcul, d'initiation à l'ordinateur et à Internet ainsi qu'à des ateliers de francisation. Sa clientèle se compose majoritairement d'ouvrières et d'ouvriers actifs ou retraités. Accueil chaleureux, grande disponibilité (plus de 20 ateliers par semaine), flexibilité dans les horaires pour nos travailleurs et travailleuses, stabilité de l'équipe d'animation, telles sont les principales caractéristiques du centre.

OUTAOUAIS**ATELIER D'ÉDUCATION POPULAIRE****Année de création : 1996**

Nous sommes situés au nord de la région de la Petite-Nation, entre Montebello et Mont-Tremblant. En cinq ans, nous avons grandi avec les participants et participantes de nos deux points de service, Saint-Emile et Chénéville. En plus des ateliers d'alphabétisation, nous offrons un « club de devoirs » pour prévenir les échecs et les abandons scolaires des enfants du primaire, des ateliers d'initiation à Internet et des ateliers de cuisine. Nous avons été reconnus en juillet dernier « organisme de bienfaisance ».

QUÉBEC**ALPHABELLE VANIER****Année de création : 1988**

Depuis 13 ans, les membres manifestent beaucoup de courage et de ténacité pour maintenir l'organisme en vie. Ils et elles ont créé un milieu où la vie associative et démocratique favorise l'entraide et crée une solidarité entre toutes et tous. Nous pouvons entrevoir l'avenir sous les meilleurs horizons possible.

ALPHA STONEHAM**Année de création : 1985**

Nous offrons des ateliers de formation de base en français, mathématiques et informatique. Nous privilégions toutefois la voie de l'alphabétisation familiale, notre objectif étant d'alphabétiser plus spécifiquement les parents. Nous espérons ainsi contrer le décrochage scolaire et redonner le goût de la lecture et de l'écriture aux familles sous-scolaires.

ATELIER D'ALPHABÉTISATION**DES SOURDS DE QUÉBEC****Année de création : 1996**

Nous offrons plusieurs cours aux adultes sourds, dont l'alphabétisation par ordinateur. Les gens qui œuvrent chez nous ont à cœur la réussite des participants et participantes.

ATOUT-LIRE**Année de création : 1981**

Voici ce que pensent les apprenants et les apprenantes de leur organisme : Atout-Lire, c'est 20 ans d'existence, c'est apprendre à lire, à écrire et à calculer, c'est de l'aide, de l'ambiance, c'est plus d'écoute qu'ailleurs, c'est une famille, c'est le respect, c'est apprendre les uns avec les autres, c'est beaucoup d'amour, ça va à ton rythme, c'est du plaisir, c'est de l'aide pour se débrouiller, c'est accueillant, c'est un lieu pour apprendre à se connaître, c'est de la chaleur, c'est de l'attention, c'est des animatrices fines, exceptionnelles, c'est tout, c'est polyvalent, c'est du calcul, c'est de l'ordinateur, c'est du théâtre, c'est le party de Noël, c'est de la bouffe, c'est des sorties, c'est des devoirs, c'est le C.A., c'est le club social, c'est le comité Maison, c'est Atout-Faire, c'est des participants et des participantes qui travaillent fort, c'est René, Sylvie, Lyne, Paul, Denise...

FORMATION ALPHABÉTISATION**CHARLEVOIX (FAC)****Année de création : 1996**

Redécouvrir le plaisir d'apprendre. Apprendre à son rythme, selon ses intérêts. Vivre en groupe, se sentir partie prenante des décisions collectives. Apprendre l'abc d'être soi, pleinement soi, dans ce beau pays de montagnes. Voilà ce que propose la FAC.

LA MARÉE DES MOTS**Année de création : 1996**

Voici le récit d'une merveilleuse aventure. La Marée des mots a pris son envol dans le quartier Giffard, à Beauport, avec un groupe de neuf personnes. Rapidement, se sont ajoutés des ateliers de français, de calcul et de couture. En 1999, le groupe a modifié ses orientations et défini de nouveaux principes concernant ses activités. Cela a donné lieu aux ateliers francisation et initiation à l'informatique et à la mise sur pied d'une mini-bibliothèque. La Marée des mots s'est développée grâce à la collaboration de bénévoles et de participants et participantes qui l'alimentent de beaux projets et d'idées qui, peu à peu, deviennent réalité.

L'ARDOISE DE**SAINT-MARC-DES-CARRIÈRES****Année de création : 1996**

On y vient pour le plaisir d'apprendre. Parmi les activités offertes, on retrouve des cours de français, de mathématiques et d'initiation aux nouvelles technologies ainsi que des ateliers de théâtre. Chaque apprenant et apprenante découvre ses forces et développe son potentiel créateur, car les arts plastiques, la musique, la couture, la cuisine, le jardinage et les sorties éducatives sont à l'honneur. De plus, grâce à ses cours d'alpha itinérants, l'Ardoise rayonne partout sur le territoire du comté de Portneuf.

LIS-MOI TOUT LIMOILOU**Année de création : 1996**

Ce groupe populaire en alphabétisation sert un quartier populaire de la ville de Québec. Il s'est rapidement imposé comme une ressource de premier plan pour favoriser l'autonomie des personnes ayant des problèmes d'alphabétisme. En plus de ses activités visant l'acquisition des compétences de base en lecture, en écriture et en calcul, Lis-moi tout Limoilou s'allie avec les groupes communautaires du quartier pour aider les personnes qui font appel à ses services dans leur démarche d'autonomie et d'intégration sociale².

SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN**CENTRE ALPHA DE LA BAIE ET DU BAS-SAGUENAY****Année de création : 1984**

Notre centre dynamique et à l'écoute de ses participants et participantes offre un programme d'apprentissages variés et possède une équipe polyvalente qui permet de sortir du cadre habituel de formation. Nos membres se rendent à des expositions, au musée, à la bibliothèque et s'intéressent aux sciences.

GRUPE CENTRE-LAC D'ALMA**Année de création : 1981**

Nous visons l'épanouissement des adultes vivant avec un handicap physique ou intellectuel et leur intégration au monde du loisir, de l'éducation, des technologies et du travail. Nous couvrons le territoire de la MRC Lac-Saint-Jean-Est. En plus d'offrir des ateliers en alphabétisation, nous aidons les membres à se prendre en mains, à devenir autonomes, à défendre leurs intérêts et à briser leur isolement. Dans notre action, nous souhaitons faire du Centre un lieu d'échange et d'appartenance.

REGROUPEMENT DES CENTRES D'ALPHABÉTISATION MOT À MOT**Année de création : 1984**

Le Regroupement sert quatre municipalités : Bégin, Shipshaw, Saint-Ambroise et Saint-Charles. Chaque point de service est autonome et organise ses ateliers de formation en fonction des besoins de la clientèle inscrite. Depuis 17 ans, il travaille en collaboration avec ses partenaires de chaque municipalité. Compte tenu de l'expansion technologique, il est passé à l'ère informatique et a créé de nouveaux outils pédagogiques, sans toutefois abandonner son approche traditionnelle.

Vous trouverez les coordonnées des groupes à la page 110.

1. Pour en savoir plus sur le Cep, consultez la page 103.
2. Pour en savoir plus sur Lis-moi tout Limoilou, consultez la page 105.

En conclusion



Ils n'étaient qu'une poignée de groupes et de personnes à se retrousser les manches il y a 20 ans. À ce moment-là, non seulement ne reconnaissait-on pas qu'il y avait, ici au Québec, un problème d'analphabétisme mais, aussi, les quelques institutions offrant malgré tout des cours aux personnes analphabètes utilisaient le même matériel que celui conçu pour les enfants ! Il était donc impératif de changer les choses.

Après avoir élaboré une approche originale — basée sur celle du Brésilien Paolo Freire — visant à faire de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture un moyen d'agir dans sa communauté par le développement du sens critique et de la capacité de jugement, les groupes se sont unis pour faire connaître l'analphabétisme, pour faire reconnaître leur approche, leur façon de travailler et leurs besoins. Ils se sont aussi regroupés pour discuter entre eux et pour apprendre les uns des autres.

Vingt ans plus tard, le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec représente 75 groupes aux pratiques novatrices, répartis dans toutes les régions du Québec, et constitue une force collective occupant une place importante dans le monde de l'éducation des adultes. Long-

temps seul intervenant provincial préoccupé par l'analphabétisme, il a largement contribué à la reconnaissance politique et sociale de ce problème.

Aujourd'hui, les besoins à l'origine de la création du RGPAQ sont toujours présents. Nous rejoignons encore trop peu de personnes analphabètes, aspect sur lequel nous devons continuer d'insister. Mais comment rejoindre plus de gens tout en maintenant les principes qui guident notre action depuis le début ? Faudra-t-il, pour encourager leur participation, revenir à des idées toutes simples, mises de l'avant il y a 20 ans : congé-éducation (permettant aux travailleurs et travailleuses de se concentrer uniquement sur leur formation) ou allocation couvrant les frais de participation aux activités éducatives ?

Quel est l'avenir de l'alphabétisation populaire, du RGPAQ et des groupes populaires d'alphabétisation ? Quel est l'avenir des personnes analphabètes et de celles qui, courageusement, sont en démarche d'apprentissage un peu partout au Québec ? Aucune boule de cristal ne saurait nous le dire. De même, aucune politique d'éducation des adultes ou de formation continue. Heureusement, il y a ces militants et militantes qui n'attendent pas après le gouver-

nement pour trouver des solutions originales aux problèmes. Depuis 20 ans, une multitude de personnes se sont engagées pour faire avancer les choses, et cela continuera parce qu'il y a de la volonté dans notre mouvement et des idées : lorsque divers points de vue, manières de faire et réalités sont tournés vers un même objectif, on décuple les forces et on peut prétendre à réaliser les plus grands rêves !

Le RGPAQ continuera d'étendre son réseau et de le faire connaître. Il ne cessera pas de remettre en question les pratiques, pour en assurer le renouvellement mais aussi pour contrer la dégradation des conditions de vie et l'accroissement de la pauvreté, cadeaux de la mondialisation des marchés.

On entendra encore le RGPAQ parler au nom des acteurs et actrices du terrain et de ceux et celles qui, la plupart du temps, sont exclus des débats de société, alors qu'ils sont tout autant concernés. Le RGPAQ continuera de promouvoir l'alphabétisation populaire et de s'assurer que les personnes peu ou pas à l'aise avec l'écrit puissent agir comme citoyennes et citoyens responsables et faire valoir leurs droits, pour mieux participer à la vie sociale, politique, économique et culturelle.